

UNIVERSITE MOULOD MAMMARI DE TIZI-OUZOU



FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES, COMMERCIALES ET DES
SCIENCES DE GESTION
DEPARTEMENT DES SCIENCES COMMERCIALES

**Mémoire en vue de l'obtention du Diplôme de Master
En Sciences commerciales**

Spécialité : Commerce et Finance Internationale

Thème

**Le rôle de la politique monétaire dans la gestion de la
crise économique actuelle en Algérie**

Réalisé par :

M^{elle} LEHARA Farida

M^{elle} LOUNIS Farida

Dirigé par :

Mme BELGAID Lynda

Devant le jury composé de :

Présidente : Mme HAMACHE Sourya, Maître assistant « A », UMMTO

Rapporteur : Mme BELGAID Lynda, Maître assistant « A », UMMTO

Examineurs : Mme AMZIANE Louiza, Maître assistant « A », UMMTO
Mr CHEBINI. Ghani, Maître assistant « B », UMMTO

Promotion 2016/2017

Remerciements

Au terme de ce travail nous tenons à remercier <ALLAH> le tout puissant de nous avoir donné la foi et de nous avoir permis d'en arriver là.

Nos vifs remerciements les plus sincères à Mme. BELGAID LYNDA notre promotrice, qui nous a accompagnés durant la période de réalisation de ce modeste travail.

Nos remerciements s'adressent également aux membres de jury qui ont acceptés de lire d'évaluer ce mémoire.

Nos remerciements à nos familles et à tous ceux qui nous ont aidés de près ou de loin.

Dédicace

*Je dédie ce modeste travail à
Mes chers parents qui m'ont encouragés et soutenue tout au long
de mes études ;*

*Ma grand-mère ;
Mes chères sœurs: Salima, Amel, Djamilia, Naïma,
Lamia, Nawal, et leurs maris;*

Mon cher frère Sofiane et sa femme ;

Mes neveux et mes nièces ;

Mes oncles et leurs familles;

Mes amis (es) chacun à son nom ;

Mon cher binôme Farida et sa famille.

Farida

Dédicace

*Je dédie ce modeste travail à
Mes chers parents qui m'ont encouragés et soutenue tout au long
de mes études ;*

*Mes grands parents ;
Mes chères sœurs: Wassila, Sarah, et Lydia;
Mon cher frère Rhocine;
Ma cher sœur Nawal et son mari Rachid et leurs filles
Mélina, Ania, et Aya ;
Ma cher sœur Fatma et son mari Zhaled ;
Mes oncles et leurs familles;
Mes amis (es) chacun à son nom ;
Mon cher binôme Farida et sa famille.*

Farida

Liste des Abréviations

BC : Balance Commerciale

BCA : Banque Centrale d'Algérie

BCE : Banque Centrale Européenne

BK : Banque des Capitaux

BP : Balance de Paiement

CAD : Caisse nationale de Développement

CCP : Comptes Courants Postaux

CMC : Conseil de la Monnaie et du Crédit

CNEP : Caisse Nationale d'Épargne et de Prévoyance

DA : Dinars Algérienne

FMI : Fond Monétaire International

FNI : Financement du Fonds National d'Investissement

FRR : Fond de Régulation des Recettes

GPL : Gaz de Pétrole Liquéfié

IBS : Impôts sur Bénéfice de Société

IRG : l'Impôt sur le Revenu Globale

La PIB : la Production Intérieur Brut

Le PIB : Produit Intérieur Brut

LMC : Loi sur la Monnaie et le Crédit

OMC : Organisation Mondiale du Commerce

ONS : Office Nationale des Statistiques

OPEP : Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole

PIB HH : PIB Hors Hydrocarbures

PNDAR : Plan National du Développement Agricole et Rural

S.A.T : La Surface Agricole Totale

TVA : Taxe sur la Valeur Ajouté

TPP : Taxe sur les Produits Pétroliers

USD : United States Dollar

Sommaire

Sommaire

Introduction générale..... 08

Chapitre 01.La monnaie et la politique monétaire 12

Section 01 .La monnaie : origine, formes et instruments 14

Section 02. La politique monétaire 23

Section 03. Les fondements théoriques de la politique monétaire 34

**Chapitre 02 . L'économie Algérienne : dépendance à la rente pétrolière et
vulnérabilités..... 47**

Section 01. Les caractéristiques macroéconomiques et de l'économie Algérienne 49

Section 02. L'impact de la crise pétrolière actuelle sur l'économie Algérienne 58

**Chapitre 03. Essai d'analyse de l'efficacité de la politique monétaire algérienne : cas
de la période 2014 à nos jours 70**

Section01. Mise en perspective historique de la politique monétaire algérienne 72

Section 02. La politique monétaire non conventionnelle et la loi de finance 2017 77

Conclusion générale 87

Bibliographie..... 90

INTRODUCTION GENERALE

Introduction

De nos jours, le fonctionnement naturel et spontané du marché ne permet plus d'aboutir à une situation d'équilibre satisfaisante. L'intervention de l'État devient dès lors nécessaire afin de réguler l'économie et de maintenir une situation favorable, il élabore pour cela des politiques économiques. Ces dernières, désignent un ensemble de décisions cohérentes prises par les autorités économiques et monétaire d'un pays en vu d'atteindre certains objectifs, notamment la réalisation et le maintien des équilibres interne et externe.

➤ **Intérêt du sujet**

La politique monétaire est l'une des principales politiques économiques, aux côtés de la politique budgétaire et de la politique de change. Elle consiste à fournir les liquidités nécessaires au bon fonctionnement et à la croissance de l'économie tout en veillant à la stabilité de la monnaie. À cet effet, elle régule l'offre de monnaie dans l'économie de manière à ce que les moyens de paiement ne soient pas trop abondants pour éviter l'inflation, mais suffisants pour assurer les échanges et ne pas entraver l'activité économique. C'est ainsi que les autorités monétaires, pour pouvoir assurer le contrôle de la quantité de monnaie en circulation, agit par exemple, sur les réserves obligatoires et les taux d'intérêts du marché monétaire.

L'intérêt de notre sujet réside dans le fait que dans un contexte de globalisation des économies, le monde n'a jamais été aussi monétarisé et financiarisé que de nos jours. L'instrument fétiche des autorités monétaires de par le monde est la politique monétaire et cela quelques soit leur idéologie économique. En effet, des Etats-Unis à la Chine et au Japon, en passant par la zone Euro, tous usent de cette politique à des fins diverses : financer l'économie en période de crise, stimuler la croissance ou gagner en compétitivité.

L'Algérie ne faisant pas exception a toujours eu recours à la politique monétaire surtout en période de crise, citant les crises des années 1980 et de 2014, cette dernière est l'objet de notre recherche. Nous nous intéressant ainsi à l'analyse d'un sujet d'actualité et d'une importance capitale au sein de l'économie algérienne, ce qui nous permettra d'élargir nos connaissances et de les mettre en pratique à travers l'observation de données réelles qualitatives et quantitatives afin d'apporter des réponses à notre problématique.

➤ **Contexte géographique et temporel**

La politique monétaire en Algérie de l'indépendance à 1990 a été affectée par le mode d'économie centralisé, par conséquent on ne peut pas parler de politique monétaire comme elle se définit, dès lors la monnaie ne faisait que s'adapter aux impératifs de financement de l'économie nationale. Mais, avec l'avènement de la loi 90-10 du 14 avril 1990 relative à la monnaie et au crédit, la Banque d'Algérie a été dotée d'une plus grande autonomie financière, gérée administrativement par le conseil de la monnaie et du crédit qui forme l'autorité monétaire selon l'article 44, en étant responsable sur l'émission de la monnaie, l'escompte des effets, les opérations sur l'or ainsi que les opérations de compensation interbancaire. Avec cette autonomie vis-à-vis des pouvoirs publics, la Banque d'Algérie pouvait dès lors utiliser ces instruments dans la stabilisation macro-économique entamée dès l'année 1990 afin de rétablir les équilibres internes et externes.

La chute des prix de pétrole sur le marché international depuis l'été 2014, a provoqué une baisse des recettes pétrolières pour l'Algérie considérées comme la base de toute l'économie et des recettes de l'État. Ce retournement du marché internationale des hydrocarbures a induit un net recul de la croissance de l'économie algérienne et a marqué un déficit de sa balance courante, avec une dégradation des comptes externes et une augmentation du taux de chômage et de l'inflation au début de l'année 2015. En 2017, le trésor a besoin d'un financement de plus de 500 milliards de dinars algériens. Situation qui a poussé le gouvernement à mobiliser des ressources additionnelles pour financer ce déficit et a eu recours à une politique monétaire non conventionnelle.

➤ **Objectif et Problématique de la recherche**

Notre objectif repose sur la compréhension des principaux instruments mis en œuvre par la politique monétaire en Algérie afin d'atteindre certains objectifs notamment la croissance et la stabilité des prix, ainsi que leur répercussions sur l'économie nationale. Nous nous proposons en l'occurrence d'analyser la problématique suivante :

Quelle est le rôle de la politique monétaire dans la gestion de la crise actuelle en Algérie ?

Afin de mieux guider notre réflexion, nous avons subdivisé cette problématique en quatre questions secondaires :

- Qu'est-ce que la politique monétaire et quels sont ces différents objectifs et instrument ?
- Quels sont les caractéristiques macroéconomiques et les vulnérabilités de l'économie algérienne ?
- Quel est l'origine de la chute récente des prix de pétrole et quel a été son impact sur l'économie algérienne ?
- Quels sont les politiques économiques mises en œuvre par l'État algérien en vu de financer son déficit ? quel est le rôle de la politique monétaire dans la gestion de la crise économique en Algérie ?

➤ **Méthodologie de la recherche**

Sur le plan méthodologique, nous avons eu recours à l'analyse de la littérature relevant de la politique monétaire et son évolution au cours des siècles, tant sur le plan de la modernisation de ses instruments que sur le plan de l'intérêt grandissant qu'on lui accorde. Ainsi, notre travail est d'abord une réflexion car s'appuyant sur les travaux relatifs au sujet afin d'expliquer le pourquoi du recours des autorités algériennes à une telle politique macroéconomique.

Nous avons également analysé notre sujet d'un point de vu empirique en consultant et en interprétant les données relatives aux caractéristiques macroéconomiques de l'Algérie ainsi qu'à l'impact de l'évolution des prix du pétrole sur l'activité économique. Nous avons également essayé de retracer, grâce à ces données, les effets positifs et négatifs de la politique monétaire sur les agrégats macroéconomiques afin de juger de son efficacité ou pas dans la gestion de la crise.

➤ **Structure de la recherche**

Étant donné les trois axes de recherche qui nous permettrons d'analyser notre question principale à savoir : l'aspect théorique de notre problématique, l'analyse du contexte économique du cas algérien et enfin l'analyse de l'usage de la politique monétaire dans la gestion de la crise économique actuelle en Algérie, nous avons jugé utile de subdiviser notre travail en trois chapitres :

Le premier chapitre, sera consacré à la monnaie et la politique monétaire. Nous revenons d'abord sur l'origine et l'histoire de la monnaie, les formes et les fonctions et enfin

la position des écoles de la pensée économique sur le rôle de la monnaie. Nous verrons, par la suite la définition de la politique monétaire et de ses objectifs, examen de ces instruments, et enfin on essaie de voir le débats entre les principaux courants de la pensée économique.

Le deuxième chapitre, portera sur les principaux faits de l'économie algérienne et les grandes étapes de son évolution, ses principaux secteurs et ces handicaps. Ensuite, nous exposons la récente chute des prix du pétrole et son impact sur la croissance et le développement de l'économie Algérienne.

Dans le troisième chapitre, d'abord on va traiter d'une part la politique monétaire en Algérie, son évolution durant la période de planification centralisée ensuite la période de passage vers l'économie du marché, notamment après la mise en place de la loi 90-10 sur la monnaie et le crédit .D'autre part, nous expliquons les objectifs assignés à la politique monétaire et les instruments utilisés par la Banque d'Algérie pour essayer de les atteindre. Ensuite, nous allons citer les différentes décisions prises par le gouvernement pour gérer la crise issue de la chute des prix du pétrole qui a débuté en 2014.

CHAPITRE 01 :
LA MONNAIE ET LA POLITIQUE
MONETAIRE

Introduction

Dans une économie de marché, la régulation de la quantité de monnaie mise en circulation ainsi que sa vitesse est essentielle car elle permet de maintenir la stabilité des prix des produits sur le marché. En effet, en assurant le maintien et la stabilité des prix, l'inflation sera à son tour limitée et les conditions requises d'une croissance économique optimale seront partiellement assurées. A cet effet, la mise en œuvre d'une politique monétaire est nécessaire.

Pour mettre en évidence dans ce premier chapitre les éléments d'analyse fournis par la littérature, nous subdivisons notre travail en trois sections. Dans la première, nous allons essayer de comprendre l'origine et l'histoire de la monnaie, ensuite nous verrons les formes et les fonctions de la monnaie et enfin la position des écoles de pensée économique sur le rôle de la monnaie et les conséquences de l'inflation sur l'activité économique.

Dans la seconde section, nous tenterons de définir d'une part la politique monétaire et ses objectifs, et de l'autre part nous examinerons les instruments dont disposent les autorités monétaires pour influencer sur le déroulement de l'activité économique.

Enfin, la troisième section sera consacrée aux débats entre les principaux courants de pensée économique à savoir les classiques, les Keynésiens et les monétaristes sur le rôle de la politique monétaire et son influence sur l'activité économique.

Section 01. La monnaie : origine, formes et instruments

Dans les sociétés primitives, la forme élémentaire d'échange était basée sur le troc mais avec le développement des échanges, le troc a révélé ses limites. Pour rompre avec ce dernier, les sociétés ont eu recours à un moyen de paiement unique et accepté par tous, c'est ce qu'on appelle la monnaie. Cette dernière est un élément essentiel de la vie économique et de la vie quotidienne, elle permet d'évaluer le prix des marchandises, de les acquérir, elle peut aussi être conservée dans l'attente d'une utilisation future.

1. Essai de définition de la monnaie

La monnaie est une notion extrêmement complexe à définir. Les auteurs en la matière l'ont définie chacun en se focalisant sur quelques un de ses aspects. De ce fait, **JAFFRE. P (1996)** l'associe à la fin du troc, selon lui la monnaie est « l'invention qui a mis fin au troc et a permis le développement des échanges et de l'économie marchande »¹

Par contre, **CHINEAU. A (1997)** renvoie la monnaie à sa fonction et la définit comme étant « tout actif qui tire son utilité de sa fonction de moyen de règlement de la dette-crédance qui naît d'une transaction achat-vente ».² Dans la même lignée, **RUIMY. M (2004)** définit la monnaie comme « un instrument d'échange qui permet l'achat immédiat de tous les biens, services et titres, sans coût de transaction ni coût de recherche et qui conserve la valeur entre deux échanges ».³

A travers ces définitions on déduit que la monnaie est un ensemble de moyens de paiement dont disposent les agents économiques pour effectuer des règlements sur le marché des biens et services et pour régler définitivement des dettes.

2. Origine et histoire de la monnaie

Étymologiquement, le terme français « monnaie » vient du mot latin « moneta », qui peut se traduire par « celle qui avertit ». Ce surnom a été donné à la déesse « Junon monéta » dont son rôle d'annoncer les événements à venir et d'avertir les romains de toute attaque. Au cours de cette période les romains avaient installé des ateliers destinés à frapper des pièces de monnaie désignées par « moneta » pour servir dans leurs échanges.⁴

¹ Philippe. J, « Monnaie et Politique monétaire », Ed Economica, 4eme Ed, Paris, 1996, P8

² CHINEAU. A, « Qu'est ce que la monnaie », Ed Economica, 2eme Ed, 1997, P3

³ RUIMY. M « Economie monétaire », Ed Ellipses, 4eme Ed, Paris, 2004, 23

⁴ BRANA. S. et CAZALS. M, « La monnaie », Ed Dunod, Paris, 1997, P9

L'histoire de la monnaie est marquée par plusieurs types de monnaie qui se substituent les unes aux autres. A la haute antiquité les Grecs et les Romains, réglèrent leurs transactions en prenant le bœuf, barre de sel, des coquillages, petits objets manufacturés, comme unité de référence, en parle alors de la monnaie marchandise.

Certaines sociétés ont utilisé des métaux archaïques constituant la monnaie métallique tels que le cuivre, le fer et le bronze. Ces derniers ont été remplacés par la suite par des métaux précieux. Au départ, l'or et l'argent circulaient sous forme de lingots, sans poids et sans forme déterminé, ils doivent être pesés lors de chaque transaction et paiement, on parle alors de la monnaie pesée.

Et puis peu à peu les lingots ont pris une forme et un poids déterminé ce qui a donné naissance aux pièces métalliques, c'est la monnaie comptée. Néanmoins, à cause d'un problème de fraude (mélange des métaux archaïques avec les métaux précieux), une frappe sur chaque pièce de monnaie divisionnaire s'est imposée. Ce qui a engendré l'apparition d'une monnaie dite « frappée ».¹

La circulation de métaux précieux est basée sur un rapport fixe entre les deux métaux. En d'autres termes, les pays définissent la valeur de leur monnaie relativement à un poids d'or et d'argent par l'imposition d'un rapport fixe entre la quantité de métal précieux et l'unité monétaire. Ce système qualifié du bimétallisme a fonctionné durant toute la première moitié du XIX^e siècle mais à partir de la seconde moitié, ce système fait apparaître des inconvénients, (la découverte des mines d'or a fait que la quantité d'or sur le marché s'accroît, ce qui se traduit par une dépréciation de l'or par rapport à l'argent). Ce système a été remplacé par un système monométalliste, où un seul métal détermine la valeur de la monnaie : il s'agit de l'or, dans ce système, toutes les monnaies sont définies en un poids d'or.²

La monnaie métallique a pris fin lors de l'abandon du système de l'étalon change or en 1971 (le président Richard NIXON suspendait la convertibilité du dollar en or)³. A partir de cette date la monnaie métallique est remplacée par la monnaie fiduciaire. La valeur de cette monnaie ne repose pas sur une équivalence avec l'or mais sur la confiance « fiduciaire » que lui accordent les agents économiques. Ainsi la valeur d'une pièce n'a aucun lien avec la valeur

¹BRANA. S et CAZALS. M, « La monnaie », *Op, Cit*, 1997, PP 10-11

²KADIR. N « la politique monétaire de la banque centrale européenne face à la crise de subprimes » mémoire, option M.F.B, P 12

³GUENDOZI. B, « relations économiques internationales », Ed El Maarifa, 2008, P87

du métal qui la constitue. De même, la valeur d'un billet ne correspond pas à une contrepartie en métal physique qu'une banque garantirait.

Cette nouvelle forme de monnaie a pu être acceptée par les individus en raison de la certitude que ceux-ci avaient le pouvoir, à tout moment, de convertir les billets en métal. Pour faciliter la circulation du billet de banque, l'Etat lui confère, par la suite, un cours légal obligeant les créanciers à l'accepter en paiement.¹

L'histoire de la monnaie depuis quelques siècles montre un processus constant de dématérialisation puisque les billets ont d'abord acquis la prépondérance face aux monnaies métalliques puis les chèques ont succédé aux billets comme principal instrument de règlement des échanges. Enfin, la monnaie électronique tend à supplanter aujourd'hui l'usage des chèques.²

À partir de ce que on a déjà cités, on déduit que la monnaie a pris au cours du temps des formes diverses (anciennes et actuelles). Ces dernières seront présentées dans le tableau N°1 ci-après :

¹KADIR. N « la politique monétaire de la banque centrale européenne face à la crise de subprimes », *Op Cit*, P16.

²CAPUL. J. V, « L'économie et les sciences sociales de A à z », Ed Hatier, Paris, 2005, P194

Tableau N° 01. Les formes de la monnaie

	Forme de la monnaie	Définition
Anciennes	Monnaie marchandise	Elle représente le bétail, les coquillages, épices, les étoffes,... qui étaient des moyens d'échanges qui devraient être durable pour être stockés, divisibles et suffisamment rares pour que les individus aient envie de les détenir.
	Monnaie métallique	Elle représente les métaux précieux (or et argent), d'abord sous forme de lingots, puis sous forme de pièces. La valeur de la pièce est liée à la valeur du métal.
Nouvelles	La monnaie fiduciaire	Elle prend la forme de pièce et/ou de billets de banque émis par la banque centrale. La valeur de cette monnaie est liée à la confiance des agents économiques en l'économie du pays.
	La monnaie scripturale	Elle désigne les dépôts à vue possédés par les agents économiques dans les comptes courants des banques. Elle circule grâce aux chèques, aux virements bancaires et aux cartes de crédit.
	La monnaie électronique	Elle est un moyen de règlement utilisons les cartes de paiement. Ces dernières permettent des retraits d'argent dans les guichets automatique de banques et des paiements chez les commerçants. Elle concerne aussi les systèmes électroniques d'encaissement : carte à mémoire chargé d'une certaine somme d'argent appelées aussi « porte-monnaie électronique », ex : les cartes téléphoniques.

Source. Adapté de : BRANA. S. et CAZALS. M « la monnaie », », Ed Dunod, Paris, 1997, PP9/11, CAPUL. J. V, « L'économie et les sciences sociales de A à z », », Ed Hatier, Paris, 2005, P194.

3. Les fonctions de la monnaie

La théorie économique attribue à la monnaie trois fonctions principales : une fonction d'unité de compte, une fonction d'intermédiaire des échanges et une fonction de réserve de valeur.

3.1. La monnaie unité de compte

Pour cette première fonction, la monnaie « est considérée comme instrument de mesure de la valeur relative de biens hétérogènes. Il arrive que la monnaie soit réduite à cette unique fonction d'étalon des valeurs »¹. En effet, elle permet de mesurer la valeur des biens et des services de nature et de qualité très différentes. C'est-à-dire un étalon, une unité de mesure commune grâce à laquelle un prix est établi pour chaque bien selon ses spécificités.

3.2. La monnaie intermédiaire des échanges

La deuxième fonction que les économistes attribuent à la monnaie est celle d'intermédiaire des échanges. « La monnaie est le moyen de paiement qui circule de l'acheteur-débiteur au vendeur-créancier, l'instrument du règlement de la transaction ».² L'intervention de la monnaie permet ainsi de faciliter considérablement les échanges en ce sens qu'elle décompose chaque transaction en deux opérations successives : une vente et un achat. De la sorte, dans une économie monétaire celui qui détient un bien et souhaite le vendre va pouvoir céder ce bien contre une certaine quantité de monnaie qui en constitue le prix. Avec la monnaie obtenue, cette personne pourra, par la suite, acquérir d'autres biens.³

3.3. La monnaie réserve de valeur

La troisième fonction attribuée à la monnaie est celle de réserve de valeur. La monnaie est un instrument de réserve de valeur qui peut être utilisée n'importe quand dans le temps. Elle permet donc à son détenteur de conserver un pouvoir d'achat qu'il pourra mobiliser au moment de son choix.⁴

La monnaie représente alors, comme l'a écrit Keynes, « un lien entre le présent et l'avenir ». La mise en réserve de la valeur de la monnaie pour des achats ultérieurs repose cependant sur le maintien du pouvoir d'achat de la monnaie (absence de l'inflation).⁵

¹BRANA. S et CAZALS. M, « la monnaie », *Op, Cit*, 1997, P17

²CHANEAU. A, « Qu'est ce que la monnaie », *Op, Cit*, 1997, P10

³Ibid., P 17

⁴BASSONI. M et BEITONE. A, « monnaie et politique monétaire », Ed Sirey, 2^{ème} Ed, Paris, 1997, p10

⁵CAPUL. J. V, « L'économie et les sciences sociales de A à z », *Op Cit*, 2005, P 193

4. Les conceptions théoriques de la monnaie

Les théories monétaires ont pour objectif d'analyser les relations causales entre le volume (la quantité) de la monnaie en circulation et certaines variables économiques. Elles décrivent le mécanisme de transmission des changements intervenants dans la circulation monétaire aux effets produits sur les variables dites « réelles » (emploi, niveau d'activité) et /ou sur les prix.

4.1. La conception classique de la monnaie

En matière monétaire, l'analyse classique met en avant la théorie quantitative de la monnaie. Le résultat de base de cette théorie est qu'entre la masse monétaire en circulation et le niveau général des prix il y a une relation de proportionnalité. En 1911, Irving Fisher présente l'équation la plus célèbre de la théorie quantitative de la monnaie, partant du principe selon lequel s'exprime en permanence l'égalité entre le flux de monnaie en circulation dans la période (MV) et la valeur à prix courant des transactions effectuées sur cette période (PT). Algébriquement, en s'en tenant à la forme simple, que l'on appelle équation des échanges :

L'équation de Fisher se présente ainsi :¹ $MV = PT$

M → La quantité de monnaie en circulation, V → La vitesse de circulation de la monnaie,

P → Le niveau général des prix et T → Le volume des transactions.

La signification de cette formulation consiste à établir une relation de causalité selon laquelle toute variation de la masse monétaire se résout dans une variation temporaire de la vitesse de circulation puis, au fur et à mesure que celle-ci retrouve son niveau d'équilibre, dans une variation des prix. Ainsi, tout accroissement de la masse monétaire supérieur à celui de la production réelle se traduira par un ajustement à la hausse de l'ensemble des prix.

4.2. La conception néoclassique de la monnaie

Les économistes néoclassiques prolongent l'analyse classique de la monnaie. C'est ainsi que Arthur Cecil Pigou et Alfred Marshall ont reformulé la théorie quantitative de la monnaie sous une autre appellation « équation de Cambridge ». Selon eux, il existe une véritable demande de la monnaie née de la volonté des individus de détenir des encaisses non seulement pour effectuer des achats courants mais aussi pour répondre à des besoins inattendus. Selon les tenants de cette école, les agents expriment une demande de monnaie

¹BRANA. S et CAZALS. M, « la monnaie », *Op Cit*, 1997, P39

notée (Md) qui est une fonction du produit intérieur (PIB) en volume Y, du niveau général des prix (P), et d'un coefficient (K). Elle se présente ainsi :¹

$$\mathbf{Md = K \cdot P \cdot Y}$$

Ou encore : $\mathbf{Md / P = K \cdot Y}$

(Md / P) → Les encaisses réelles ou le pouvoir d'achat de ces encaisses).

Par ailleurs, Pigou à travers son équation explique comment les variations de la quantité de monnaie sont reflétées dans les prix. Pour apporter des explications, il introduit ce qu'il appelle l' « effet d'encaisse réel ». Si l'offre de monnaie en circulation augmente et que le niveau général des prix reste inchangé, le pouvoir d'achat de la monnaie augmente. Les agents économiques vont détenir des encaisses excédentaires par rapport à leurs encaisses d'équilibre initial, ce qui pousse les agents à dépenser d'avantage et la demande va augmenter.

4.3. La conception keynésienne de la monnaie

Pour John Maynard Keynes, la monnaie génère une «préférence pour la liquidité ». Les agents économiques peuvent détenir de la monnaie pour elle-même et pas seulement pour effectuer des transactions. Trois motifs expliquant cette préférence sont présentés dans le tableau qui suit :

¹RUIMY. M, « Economie monétaire », *Op, Cit*, 2004, p57

Tableau N°02. Les préférences pour la liquidité

Préférences pour la liquidité		
Transaction	Précaution	Spéculation
<p>Correspond à une demande pour effectuer des transactions et des paiements.</p> <p>Se décompose en motif de revenu et motif d'Entreprise. Le premier consiste à détenir de la monnaie pour faire face aux dépenses journalières. Le deuxième consiste à conserver de la monnaie entre l'intervalle qui sépare la période d'investissement et celle de la collecte des résultats l'opération.</p> <p>Le besoin de monnaie pour motif de transaction (MT) fonction de la variable du revenu qui s'écrit :</p> $MT = L_1 (Y)$	<p>Il correspond à la volonté de conserver de l'argent liquide pour faire face à des dépenses imprévues.</p> <p>La variable revenu national est également la variable déterminante de cette demande d'encaisse(MP) pour motif de précaution.</p> $MP = L_1 (Y)$	<p>Correspond à la volonté de conserver de la monnaie pour réaliser des gains dans des opérations sur le futur, c'est-à-dire des placements sur le marché financier (achat des titres).</p> <p>L'encaisse de spéculation (Ms) correspond donc à une épargne conservée sous forme monétaire, compte tenu du niveau du taux d'intérêt.</p> $Ms = L_2 (I)$

Source. Adapté de. DELAPLACE. M, « Monnaie et financement de l'économie », Ed Dunod, 2^{ème} Ed, Paris, 2006, PP 50/51 et COMBE. F et TACHEIX. T, « l'essentiel de la monnaie », », Ed Gualino, Paris, 2001, P 106.

Donc globalement la fonction totale de la demande de monnaie (M^d) obtenue par l'addition de deux fonctions : La première regroupe les demandes d'encaisses au motif de transaction et de précaution dépendant au niveau de revenu : $MP = L_1 (Y)$.

La seconde représente la demande d'encaisse au motif de spéculation qui est décroissante au taux d'intérêt : $Ms = L_2 (I)$.

Donc la fonction totale de la demande de monnaie se présente ainsi :¹

$$M^d/P = L_1 (Y) + L_2 (I)$$

¹ F. Combe et T. Tacheix, « l'essentiel de la monnaie », Ed Gualino, Paris, 2001, P106

4.4. La conception monétariste de la monnaie

L'analyse monétariste de la monnaie s'est développée au cours des années soixante, notamment avec Milton Friedman. Elle prolonge l'analyse Keynésienne de la demande de monnaie. En premier lieu, Milton Friedman substitua la notion du « revenu permanent » à celle du revenu constaté ou enregistré. Le revenu permanent se définit comme étant le revenu attendu du patrimoine et que les agents économiques estiment être leur revenu normal. Par la suite, Friedman établit une fonction de demande de monnaie qu'il considère comme étant un cas particulier du choix d'actifs constituant le patrimoine d'un individu. La fonction de demande de monnaie tient compte :

- Du revenu permanent;
- Du niveau général des prix;
- De la richesse;
- Du rendement des différents actifs qui composent cette richesse;
- Des goûts et des préférences.

Friedman considère que la structure de patrimoine désiré par les agents économiques est stable. Dès lors, une augmentation des encaisses monétaires des agents économiques, due à un accroissement de l'offre de monnaie (masse monétaire), déclenche des opérations d'arbitrage affectant la totalité des actifs financiers et réels. Ainsi, les agents économiques vont demander des titres financiers dont les prix vont se renchérir par rapport aux prix des autres actifs (l'immobilier par exemple). Ces derniers vont être demandés et leurs prix vont augmenter à leur tour jusqu'à ce que l'effet touche le marché des biens et services. L'accroissement de la masse monétaire se traduit par une hausse des prix sur le marché des biens et services.

Section 02. La politique monétaire : objectifs et instruments

L'évolution naturelle et spontanée de l'activité économique est jugée insuffisante pour l'orienter, c'est dans ce cadre que les pouvoirs publics (État) prennent un ensemble de décisions afin d'atteindre certains objectifs concernant la situation économique, et cela grâce à l'utilisation de divers instruments tels que la politique budgétaire et la politique monétaire. Dans le cadre de notre recherche, nous nous limitons à la politique monétaire pour la suite de notre travail.¹

1. La politique monétaire

La politique monétaire est un instrument de la politique économique, à côté de la politique budgétaire et de la politique de change, elle consiste à fournir les liquidités nécessaires au bon fonctionnement et à la croissance de l'économie tout en veillant à la stabilité de la monnaie. Cela veut dire que la quantité de monnaie en circulation dans une économie ne doit pas être trop faible, car les agents économiques seront alors obligés de limiter leurs activités économiques (consommation, production, investissement, etc.) A l'inverse, une quantité de monnaie trop abondante met à la disposition des agents un pouvoir d'achat bien supérieur à la quantité des biens disponibles, ce qui peut provoquer une hausse des prix (inflation).²

En outre, la politique monétaire est un ensemble de mesures prises par autorités monétaires, et notamment la banque centrale, visant à faire varier la quantité de monnaie présente dans l'économie afin d'agir indirectement sur la valeur de la devise nationale, sur la production, l'investissement, la consommation et l'inflation.³

De ces définitions, se dégage l'idée que la politique monétaire corresponde à la façon dont les autorités monétaires, décident d'utiliser la masse monétaire en circulation, notamment les taux d'intérêts, afin de réduire au mieux la hausse des prix et la dévaluation de la monnaie (inflation), et de favoriser la croissance.

EX :

Lorsque l'État baisse les taux d'intérêts cela facilite l'accès au crédit et permet aux entreprises d'investir et aux ménages de consommer plus, ce qui dynamise l'économie. Au

¹CAPUL. J. V, « L'économie et les sciences sociales de A à z », *Op Cit*, 2005, p223

²Ibid., P224-225

³Microsoft Encarta 2009

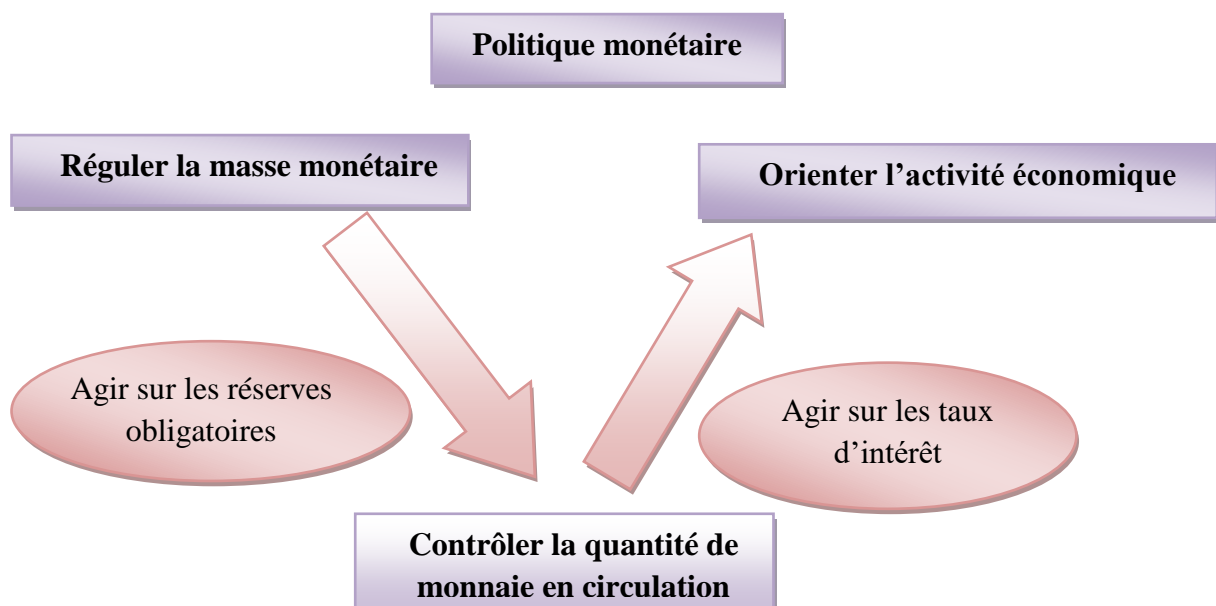
contraire lorsqu'il augmente les taux d'intérêts des crédits cela ralentit la demande de liquidité des banques et permet de ce fait, de limiter l'inflation.

Face à certaines situations économiques qui nécessitent une intervention des autorités monétaires, la banque centrale met en œuvre selon le cas, soit une politique monétaire expansionniste ou une politique monétaire restrictive.

- La politique monétaire est dite «expansionniste » quand la banque centrale augmente la quantité de monnaie en circulation, dans le but de baisser les taux d'intérêt pour relancer l'investissement, et par conséquent augmenter la croissance du PIB.
- La politique monétaire est dite « restrictive » quand la banque centrale, réduit la quantité de monnaie en circulation, pour augmenter les taux d'intérêt, en situation d'une hausse des prix et de la demande globale et un déficit extérieur.

Les politiques monétaires, comme expliqué dans la figure N°1 ci-après, ont comme objectifs d'orienter l'activité économique et cela à partir de la régulation de la masse monétaire c'est-à-dire contrôler la quantité de monnaie en circulation. Les autorités monétaires pour qu'elles puissent assurer ce contrôle agissent sur les réserves obligatoires et les taux d'intérêts du marché monétaire.

Figure N° 01. Le fonctionnement de la politique monétaire



Source. Adapté de. CAPUL. J. V, « L'économie et les sciences sociales de A à z », Ed Hatier, Paris, 2005, PP 224/225.

2. Les objectifs de la politique monétaire

Les décisions des agents économiques sont influencées par de nombreux facteurs dont quelques-uns dépendent des pouvoirs publics et peuvent servir de point d'appui à leur politique économique générale, la politique monétaire est l'une des composantes de celle-ci. Les objectifs de la politique monétaire rejoignent ainsi les objectifs de la politique économique qui sont : la stabilité des prix, la croissance économique et le plein emploi, l'équilibre extérieur (équilibre des comptes de la balance des paiements) et la stabilité du système financier.

Les pouvoirs publics ne peuvent pas agir directement sur ces objectifs. En revanche, ils peuvent agir efficacement sur certaines variables de l'économie qui elles-mêmes influencent sur ces objectifs finaux. Ces variables sont appelées des objectifs intermédiaires sur lesquels ils exercent une influence directe. Donc à partir de cette petite introduction, on peut distinguer deux catégories d'objectifs de la politique monétaire : objectifs finaux (ultimes) et les objectifs intermédiaires.

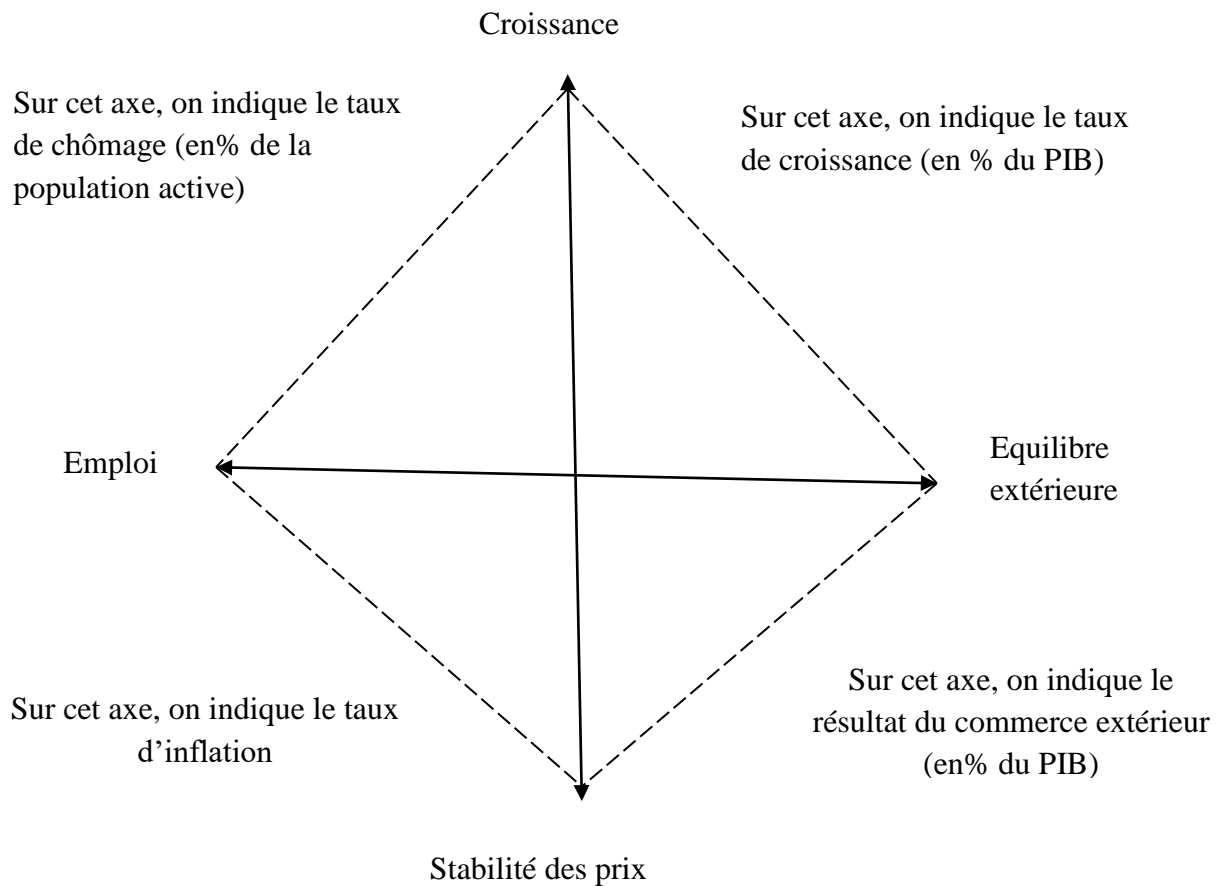
2.1. Les objectifs finaux

Les objectifs finaux de la politique monétaire sont des variables économiques que les autorités cherchent à atteindre. Généralement, ils sont les même que ceux de la politique économique qui sont difficiles à réaliser simultanément, ces objectifs sont représentés graphiquement par ce qu'on appelle le « carré magique » de Nicholas Kaldor, qui réunit : le plein emploi, la stabilité des prix, la croissance économique et l'équilibre extérieure.¹

Ce carré est qualifié de carré magique car il est irréalisable dans la réalité, c'est difficile d'atteindre les quatre objectifs simultanément.

¹CAPUL. J. Y, « l'économie et les sciences sociales de A à Z », *Op, Cit*, 2005, PP 224-225

Figure N°02. Le « carrée magiques » de Nicholas Kaldor.



Source. DELAPLACE. M, « Monnaie et financement de l'économie », Ed Dunod, 2^{ème} Ed, Paris, 2006, P 118

2.1.1. La croissance

La croissance économique est appréhendée à travers le taux de croissance économique mesuré par le pourcentage de la variation du PIB, qui garantit à priori le niveau de vie et de l'emploi.¹

La croissance économique est un objectif primordial pour toute politique économique que cela soit directement ou indirectement. La croissance du PIB suppose l'utilisation intensive des facteurs de production. Or une augmentation du revenu permet de dégager une épargne qui à son tour assure le financement de l'investissement qui augmentera la production et par la même le revenu. On s'installe ainsi dans un cercle vertueux de la croissance économique, la croissance étant l'instrument principal du développement.

¹Adapté de. <https://www.bceao.int>, « politique monétaires et marchés », consulté le 15/10/2017 à 14 :00 et CAPUL. J. Y, « l'économie et les sciences sociales de A à Z »Op, Cit, 2005, P79

2.1.2. Le plein emploi des ressources

On parle de plein emploi, lorsque les facteurs de production disponibles dans une économie sont utilisés de la façon la plus efficiente et la plus efficace possible. Le plein emploi élève la production et par la même le revenu national.

Néanmoins, le sous-emploi a des coûts privés et sociaux, pour les coûts privés, on peut par exemple parler de la perte de production et de revenu des agents, quant aux coûts sociaux, l'exemple palpable est le chômage qui réduit la demande des biens de consommation entraînant une baisse du revenu des entreprises du secteur de production des biens de consommation.¹

2.1.3. Stabilité des prix ou faible inflation

Un taux d'inflation bas est préférable pour la prospérité d'une économie. Cependant, la mesure de l'inflation pose un problème, celui de connaître le niveau de taux d'inflation souhaitable. L'inflation zéro pourrait être la situation idéale, mais l'objectif de stabilité des prix est rarement assimilé à celui d'une inflation zéro. L'inflation peut naître de l'écart entre la demande et l'offre globale selon la conception keynésienne. Comme dans une économie en croissance, la demande se développe en permanence et exerce des pressions sur les prix, une inflation modérée peut être le plus souvent considérée comme l'objectif raisonnable de stabilité des prix.

L'inflation pouvant aussi avoir des causes monétaires, elle peut résulter d'une création excessive de monnaie. Ainsi, une politique monétaire expansionniste peut être source de tensions inflationnistes.

2.1.4.Équilibre extérieure

Le concept d'équilibre extérieur recouvre le concept de la balance de paiement (BP) et celui du marché des changes qui constituent les deux aspects d'un même problème. Cet équilibre est atteint lorsque la balance des capitaux (BK) et la balance commerciale sont en équilibre ou encore lorsque le solde de la balance des capitaux est l'inverse du solde de la balance commerciale. C'est -à-dire : $BP=BK+BC$

Si $BP=0$

Soit

¹ <https://www.bceao.int>, « politique monétaires et marchés », consulté le, 15.10.2017, à 14 :00

- 1) $BK = 0$ et $BC = 0$ ou bien :
- 2) $BK > 0$ et $BC < 0$ ou bien :
- 3) $BK < 0$ et $BC > 0$

On constate donc que l'équilibre de la balance des paiements au sens strict est difficile à réaliser à certaines périodes. Car même les économies considérées comme les plus fortes et supposées avoir une balance des paiements équilibrée connaissent des déficits ou des surplus de façon périodique.

Notons que les objectifs ultimes de la politique monétaire sont : la croissance économique, la stabilité des prix ou la maîtrise de l'inflation, le plein emploi et l'équilibre extérieur. La réalisation de ces objectifs ne peut se faire simultanément. En effet, la détermination de l'objectif le plus important de la politique monétaire est controversée entre deux courants de pensée : les keynésiens sont favorables à la croissance du revenu national alors que les monétaristes privilégient la stabilité des prix (la maîtrise de l'inflation).

2.2. Les objectifs intermédiaires

Les objectifs intermédiaires sont des variables monétaires servant de cibles aux autorités monétaires, ils permettent à celles-ci de renforcer le contrôle monétaire. Ces objectifs s'articulent de manière satisfaisante entre les instruments de la politique monétaire et ses objectifs finaux. Les principaux objectifs intermédiaires sont : les objectifs quantitatifs (les agrégats de monnaie et de crédit), les objectifs de taux d'intérêt, et les objectifs de chômeurs.

2.2.1. Les objectifs quantitatifs

Les objectifs quantitatifs portent sur l'évolution des agrégats monétaires c'est -à-dire sur les différents indicateurs de la masse monétaire en circulation dans l'économie.

On distingue les agrégats M1, M2, M3 et M4.

M1 → qui est la somme des billets et monnaies divisionnaire en circulation hors des banques et les dépôts à vue.

M2 → qui est égale à M1 plus les placements à vue

M3 → qui est égale à M2 plus les placements à échéances et les dépôts en devises.

M4 → qui est égale à M3 plus les billets de trésoreries et les bons du trésor négociables.

La maîtrise de la croissance de la masse monétaire constitue l'un des objectifs privilégiés des monétaristes, il faut que la croissance de la masse monétaire soit égale au taux de croissance de l'économie réelle pour éviter toute tension inflationniste.

L'objectif consiste donc, pour les autorités monétaires à fixer un taux de croissance pour l'augmentation annuelle de la masse monétaire (par exemple la BCE a fixé un taux de croissance de 3% pour l'agrégat M2). Durant l'année, les autorités devront donc utiliser tous les instruments de la politique monétaire qui sont à leur disposition pour que la masse monétaire ne dépasse pas le taux fixé¹

2.2.2. Objectifs des taux d'intérêt

Selon les keynésiens, un niveau faible des taux d'intérêt accroît l'investissement et lorsque le niveau des taux est élevé alors l'investissement baisse. Ainsi, lorsque les autorités veulent stimuler l'investissement, ils baissent les taux d'intérêt. Ils l'augmentent s'ils sont pour l'épargne.

Les monétaristes ne partagent pas cette conception des taux d'intérêt. Pour eux, la détermination de taux d'intérêt doit dépendre de la loi de l'offre et de la demande sur le marché monétaire et sur le marché des biens et services. Une telle stratégie n'est utilisée que dans une économie libéralisée. Dans la libéralisation financière, les autorités monétaires ne fixent pas à l'avance le niveau de taux d'intérêt.

Le prix de la monnaie (le taux d'intérêt) et la quantité de la monnaie (masse monétaire) sont étroitement liés. En outre, le taux d'intérêt peut avoir pour fonction d'assurer l'équilibre extérieur, en créant un différentiel d'intérêts avec l'étranger, ce qui entraînerait une variation des flux des capitaux étrangers.²

2.2.3. Objectifs de taux de change

Les objectifs de change ont pris depuis quelques années une place très importante. Les autorités monétaires peuvent utiliser les instruments monétaires pour atteindre un certain niveau de taux de change de la monnaie nationale sur le marché des changes. Un pays peut rechercher une dépréciation de sa monnaie pour relancer ses exportations ou, au contraire, une appréciation de sa monnaie (s'il veut bénéficier d'une désinflation importée avec la baisse des

¹CAPUL. J. Y, « l'économie et les sciences sociales de A à Z » *Op, Cit*, 2005, P225

² Ibid., P225

prix de ses importations). Cette politique de maîtrise de taux de change peut d'ailleurs s'inscrire parfois dans un contexte de changes fixes ou d'accords de change.¹

3. Les instruments de la politique monétaire

Pour tenter de maîtriser l'évolution des objectifs intermédiaires : masse monétaire, taux d'intérêt ou taux de change, les pouvoirs publics disposent d'un ensemble de moyens d'intervention, que l'on peut regrouper en des catégories principales : l'action sur la liquidité bancaire, l'encadrement du crédit et l'action sur le taux de change.

3.1. Action sur la liquidité bancaire

La liquidité des banques c'est-à-dire la quantité de monnaie qu'elles détiennent compte tenu des dépôts qu'elles gèrent et des crédits qu'elles accordent est influencée d'une part par le comportement du public (qui détient plus ou moins des monnaies fiduciaires), d'autre part par la politique de la banque centrale qui a le monopole de l'émission de la « monnaie banque centrale » et elle fixe librement les conditions de celle-ci. Elle a donc la possibilité d'influer par ce biais les conditions de l'activité de crédit des banques et sur le rythme de la création monétaire. Elle peut le faire en utilisant deux techniques principales : Le réescompte et l'intervention sur le marché monétaire. Elle accroît l'efficacité de ces techniques avec les réserves obligatoires.²

3.1.1. Le réescompte

Le réescompte est une opération par laquelle une banque va procéder à la cession d'effets qu'elle détient à la banque centrale afin d'avoir des liquidités. Le réescompte est rendu nécessaire par les crédits octroyés par une banque et les ressources ainsi immobilisées. Il est l'un des moyens d'intervention d'une banque centrale sur le volume et l'évolution de la monnaie et du crédit. Le réescompte constitue aussi le premier moyen de refinancement des banques secondaire auprès des banques centrales à taux connu à l'avance. Il est à l'initiative des banques commerciale.

Le taux d'escompte peut être un taux directeur, car ses variations en hausse ou en baisse influencent dans le même sens sur les autres taux d'intérêts qui lui sont liés. Parmi ses taux,

¹Adapté de. GUENDOUZI. B, « relations économiques internationales », *Op Cit*, 2008, P 93 et CAPUL. J. Y, « l'économie et les sciences sociales de A à Z » *Op, Cit*, 2005, P225.

²JAFFRE. P, « Monnaie et politique monétaire », Ed Economica, 4^{eme} Ed, Octobre 1996, P109

on peut citer le taux appliqué par la banque à ses clients, le taux appliqué par le client de la banque aux autres, etc.¹

3.1.2. L'open market

Le marché monétaire est un marché de capitaux à court et moyen terme (par opposition au marché financier de capitaux à long terme), il comprend deux compartiments le marché interbancaire et le marché des titres courts. Le marché monétaire assure la rencontre des offres et des demandes de monnaie, ce sont donc les banques qui s'y échangent quotidiennement leurs excédents et leurs déficits de trésorerie (c'est la compensation interbancaire).²

Les opérations d'open market permettent à la banque centrale de réduire ou d'augmenter les réserves bancaires en vendant ou en achetant des obligations d'État ou des titres. Ces opérations constituent un instrument de politique monétaire dans des pays dotés des marchés financiers développés.³

3.1.3. Les réserves obligatoires

Les réserves obligatoires sont des dépôts non rémunérés que chaque banque doit effectuer sur un compte à la banque centrale, le montant de ces dépôts correspond à une part du total des dépôts réalisés dans les banques. Les réserves obligatoires sont donc des ressources que les banques donnent gratuitement à la banque centrale. Ainsi, lorsque la banque centrale augmente le montant des réserves obligatoires, les banques doivent réduire leurs offres de crédits, en revanche, une diminution de ces réserves encourage les banques à prêter davantage de fonds (augmentation de la masse monétaire).⁴

3.2. L'encadrement du crédit

L'encadrement de crédit est une mesure réglementaire imposée aux banques qui doivent alors respecter certain pourcentage d'augmentation annuelle des crédits qu'elles distribuent. D'une année à une autre, le total des crédits distribués ne doit pas augmenter d'un taux de pourcentage. En cas de dépassement, les banques sont soumises à des sanctions (en particulier, la monnaie banque centrale, dont elles ont besoin, leur coûtera plus cher). Comme

¹Adapté de. CAPUL. J. Y, « l'économie et les sciences sociales de A à Z » *Op, Cit*, 2005, P249 et DELAPLACE. M, « Monnaie et financement de l'économie », Ed Dunod, Paris, 2003, P131

²Ibid, P183

³<https://www.bceao.int>, « politique monétaires et marchés », consulté le 15.10.2017, a 14 :00,

les banques limitent alors la distribution des crédits aux différents agents de l'économie, la création monétaire est ralentie. ¹

Cette méthode permet de contrôler la création monétaire sans manipuler les taux d'intérêt. Elle repose sur un mécanisme de rationnement des quantités (crédits) plutôt que sur les variations de prix (taux d'intérêt). L'avantage principal de l'encadrement de crédit est certainement son efficacité pour agir sur les quantités sans pour autant entraîner de fortes variations des taux d'intérêt.

3.3.L'action sur les taux de change

Le taux de change est un indicateur des prix relatifs entre pays, il est par définition mesuré par la quantité ou le nombre de devises que permet d'obtenir une unité de monnaie nationale. C'est le prix d'une devise par rapport à une autre devise, le taux de change à travers son rôle vis-à-vis des grands équilibres économiques constitue un élément décisif pour l'élaboration de la politique monétaire et pour le choix des objectifs qu'elle doit viser. Les autorités publiques peuvent donc intervenir de trois façons : intervention sur le marché de change, contrôle de change ou modifications des parités.

3.3.1. Intervention sur les marchés de changes

Les opérations sur le marché de changes ne sont pas en générale conduites dans le but de faire varier la liquidité de l'économie, mais dans celui de modifier les conditions propres à ce marché. En dehors des périodes de spéculations monétaires, les différents taux d'intérêt entre les différentes places financières peuvent jouer un rôle déterminant sur les mouvements des capitaux. Pour encourager la détention de la monnaie nationale et provoquer des entrées des capitaux, les autorités monétaires peuvent pratiquer des taux d'intérêt élevés. Au contraire, pour décourager l'entrée des capitaux c'est-à-dire les placements en monnaie nationale, elles vont offrir une rémunération moindre que celle qu'on pourrait obtenir à l'étranger, chose qui encourage la sortie des capitaux. Ce mécanisme illustre bien l'effet des taux d'intérêt sur le taux de change. ²

Les banques centrales peuvent également utiliser les réserves de change qui servent de trésorerie publique en devises d'un pays. Pour éviter une dévaluation ou une réévaluation temporaire de sa devise sur le marché de change, une banque centrale peut acheter et vendre elle-même sa propre monnaie sur le marché contre des devises étrangères. Ainsi, elle modifie

¹CAPUL. J. Y, « l'économie et les sciences sociales de A à Z », *Op, Cit*, 2005, PP256/257

² <https://www.bceao.int>, « politique monétaires et marchés », consulté le 15.10.2017, a 14 :00

l'équilibre spontané du marché jusqu'à faire apparaître sur ce marché la parité souhaitée. Pour le cas où la devise a tendance à se déprécier, la banque centrale devra vendre des devises et acheter sa propre monnaie, elle puisera alors dans ces réserves de change.¹ Au contraire, si la devise a tendance à s'apprécier, la banque central devra vendre sa propre monnaie et acheter la de devise, ce qui accroîtra le volume de ces réserves.²

3.3.2. Contrôle de change

Le contrôle de change est un instrument visant à restreindre les possibilités qu'ont les résidents de détenir des devises étrangères, il a surtout pour objectif d'empêcher les résidents de vendre de la monnaie nationale pour acheter des devises. Ces opérations contribuent en effet, à faire baisser la valeur de la monnaie nationale sur le marché des changes et entretenaient la spéculation à la baisse de la monnaie nationale (vente à terme de la monnaie nationale pour les racheter plus tard, à une moindre valeur et dégager ainsi un gain).³

3.3.3. Les modifications des parités

Lorsque la recherche de l'équilibre des règlements extérieurs ne peut être satisfaite ni par des mesures d'incitation, ni par les contrôles administratifs, il n'est plus qu'une seule issue aux autorités monétaire qui consiste à modifier le taux de change de la monnaie nationale. Un pays dévalue sa monnaie en général, lorsqu'il se trouve face à un déséquilibre structurel grave de ses paiements extérieurs et à une mauvaise situation de compétitivité entre les prix de ses produits et ceux des produits de l'étranger. La dévaluation intervient pour créer des conditions de rééquilibrage des échanges extérieurs du pays en difficulté, c'est-à-dire le pays qui dévalue sa monnaie.

Un pays est poussé à réévaluer sa monnaie lorsque celle-ci est sous-évaluée et génère des pressions inflationnistes à la fois en raison de l'apparition d'un déséquilibre structurel entre l'offre et la demande intérieure, parce qu'elle entraîne des entrées de capitaux et donc une augmentation de la masse monétaire. Un pays dont la compétitivité gêne les autres est en outre souvent l'objet de pressions internationales visant à l'inciter à réévaluer sa monnaie.⁴

¹JAFFRE. P, « Monnaie et politique monétaire», *Op, Cit*, 1996, P128-130

²<https://www.bceao.int>, « politique monétaires et marchés », consulté le 15.10.2017, a 14 :00

³CAPUL. J. Y, « l'économie et les sciences sociales de A à Z »*Op, Cit*, 2005, P66

⁴<https://www.bceao.int>, « politique monétaires et marchés », consulté le 15.10.2017, a 14 :00

Section 03. Les fondements théoriques de la politique monétaire

La politique monétaire a fait l'objet, depuis longtemps, de débats et de controverses, entre les principaux courants de la pensée économique, à savoir, les classiques et les Keynésiens, sur son rôle, d'une part, et son influence sur l'activité économique, d'autre part.

1. Les fondements théoriques de la politique monétaire chez les classiques

L'analyse classique et néoclassique considère que la politique monétaire est inutile, car elle n'a pas d'influence sur les grandeurs réelles de l'économie (production et emploi) et elle est source d'inflation. Pour eux, les mécanismes du marché restaurent automatiquement et rapidement le plein emploi grâce à la parfaite flexibilité des prix qui assurent l'équilibre entre l'offre et la demande sur tous les marchés.

1.1.L'influence de la politique monétaire sur le secteur monétaire

Le secteur monétaire est constitué du marché de la monnaie où sera déterminé le niveau général des prix grâce à la rencontre de l'offre de monnaie déterminé par les autorités monétaires et de la demande de monnaie émanant des agents économiques pour financer leurs transactions.

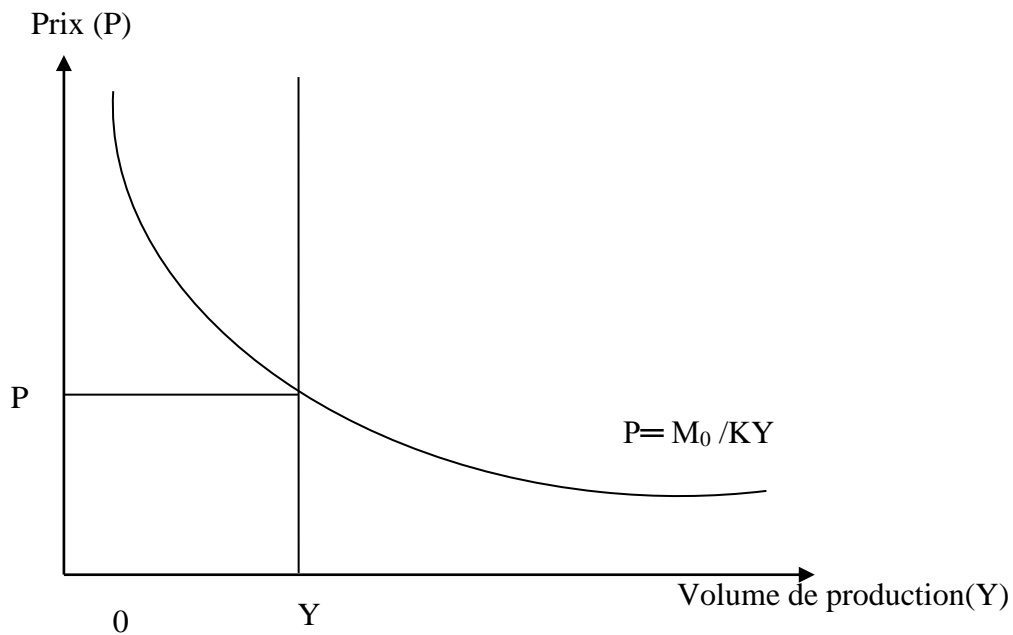
Selon la théorie quantitative de la monnaie d'Irving Fisher, la quantité de monnaie est exogène, la vitesse de circulation de la monnaie est constante, le volume de production est déterminé sur le marché du travail et son niveau correspond au plein emploi des facteurs de production. Il est donc optimal et ne peut augmenter.

A cet effet, tout accroissement de l'offre de monnaie en circulation pour une vitesse de circulation constante et un volume de production constant se traduit par un accroissement du niveau général des prix. Inversement une diminution de la quantité de monnaie en circulation entraîne une baisse du niveau général des prix.

Enfin, le marché de la monnaie est en équilibre si l'offre de monnaie (M_o) est égale à la demande de monnaie (M_d). Donc la représentation graphique sur ce marché, résulte de la confrontation de deux courbes. D'une part la courbe d'offre de monnaie et d'autre part, la courbe de demande de monnaie. Cette confrontation est donnée par la figure N°3 : ¹

¹ WAQUET. I et MONTOUSSE. M, « Macroéconomie », *Op Cit*, 2006, p30

Figure N°03. L'équilibre sur le marché de la monnaie



Source. WAQUET. I et MONTOUSSE. M, « Macroéconomie », Ed Bréal, paris, 2006, P30

M_0 → Offre de monnaie

K → Le coefficient de Pigou (mesure la part de la production exprimé en valeur monétaire ou la part du revenu qui doit être conservé sous forme monétaire pour réaliser les transactions).

Y → Volume de production

P → Niveau général des prix

Le niveau général des prix dépend de la masse monétaire offerte si le coefficient de Pigou et le volume de production sont stables : une hausse de l'offre de monnaie a un effet inflationniste et n'a aucune action sur les grandeurs réelle

1.2. L'influence de la politique monétaire sur le secteur réel

Pour les classiques, la politique monétaire n'a pas d'influence sur le secteur réel de l'économie. Ce dernier est constitué du marché de travail, du marché des biens et services et du marché des capitaux, qui sont représentés dans le tableau suivant :

Tableau N°03. Les quatre marchés dans la théorie économique néo-classique

Les quatre marchés dans la théorie néo-classique				
Marchés	Marché du travail	Marché financière	Marché des biens et services	Marché de la monnaie
Régulation	Par la flexibilité du salaire réel	Par la flexibilité du taux d'intérêt	Par la flexibilité des prix	Par les autorités monétaires (par le contrôle de la masse monétaire)
Détermination	Niveau de production de plein-emploi	Demande de fonds pour l'investissement où l'offre d'épargne dépend positivement du taux d'intérêt	Partage de la production entre consommation et investissement	Neutralité de la monnaie : déterminer le niveau général des prix
Offreurs	Offre de travail : les ménages qui offrent une prestation	Offre d'épargne : les ménages à capacité de financement	Offre de biens et services : les entreprises qui consomment	Banque centrale (Etat) chez Friedman ou système bancaire chez Hayek
Demandeurs	Demande de travail : les entreprises qui emploient les prestataires	Demande d'épargne : les entreprises à besoin de financement	Demande de biens et services : les ménages qui consomment	Agents économiques privés pour effectuer leurs transactions
Demande de monnaie				Demande d'encaisses réelles pour les transactions
Offre de monnaie				Offre de monnaie contrôlée par les autorités monétaire

Source. Adapté de. WAQUET. I et MONTOUSSE. M, « Macroéconomie », Ed Bréal, paris, 2006, PP22 /23/28

1.3. Le modèle d'équilibre classique et l'effet d'une politique monétaire

Selon le modèle d'équilibre classique, l'économie est en situation de plein emploi, il n'y a pas de chômage involontaire (quand les individus souhaitent travailler au taux de salaire

courant offert sur le marché et ne trouvent pas d'emploi), en dehors du chômage volontaire (quant les individus ne trouvent pas d'emploi parce qu'ils demandent un salaire supérieur au salaire d'équilibre du marché). Tout chômage sera résorbé par la flexibilité du salaire réel, la production est écoulee sans difficulté sur les différents marchés. Il n'y a jamais d'insuffisance de la demande.

En effet, toute la production est transformée en revenu, tout le revenu est utilisé en dépenses de consommation ou en épargne, toute l'épargne est orientée vers le financement des dépenses d'investissement grâce aux fluctuations des taux d'intérêt.

Les déséquilibres qui se manifestent sur le marché de la monnaie suite à un accroissement de l'offre de monnaie, visant à stimuler l'activité économique qui aura effet sur les grandeurs nominales en conduisant à une hausse du niveau général des prix.

Au total, la politique monétaire dans l'approche classique et néoclassique n'a fait que créer de l'inflation et n'a aucun effet sur les grandeurs réels de l'économie (l'emploi, le salaire réel, volume de production, le niveau d'investissement et d'épargne, le taux d'intérêt).¹

2. Les fondements théoriques de la politique monétaire chez les keynésiens

L'échec de la macroéconomie classique à expliquer de façon satisfaisante la crise des années 1930 et l'ampleur du chômage conduit J. M. Keynes à remettre en cause les postulats de l'école classique et à proposer une vision totalement différente de la vie économique.

2.1. La critique keynésienne du modèle classique

Dans l'analyse macroéconomique classique, le chômage s'explique soit par le comportement des ménages (chômage « volontaire ») soit par les imperfections du marché du travail (par exemple, l'existence d'un salaire minimum supérieur au salaire d'équilibre).

Pour J. M. Keynes, le niveau de l'emploi dépend des décisions des entrepreneurs, il résulte directement du niveau global de la production qui lui-même résulte en fonction de la demande anticipée que Keynes appelle la « demande effective », le niveau de l'emploi dépend donc de la « demande effective », mais ce niveau ne correspond pas nécessairement au plein emploi.² Selon Keynes le chômage est « involontaire » : les ménages souhaitent travailler mais le niveau de l'emploi est insuffisant pour permettre le plein emploi.

¹WAQUET. I et MONTOUSSE. M, « Macroéconomie », *Op, Cit*, 2006, p 28

² Ibid, PP38/39

En définitive, en l'absence d'un mécanisme automatique susceptible de faire remonter la demande des biens et services, le marché du travail restera en situation d'équilibre de sous-emploi. Seule une intervention de l'État, peut faire diminuer le chômage par des mesures visant à augmenter la « demande effective » susceptible de provoquer une hausse du niveau de la production et ainsi d'améliorer la situation de l'emploi et assurer le plein emploi. Les principaux leviers de relance de la « demande effectives » selon Keynes sont :

- Une politique de relance monétaire (création de la monnaie afin de baisser le taux d'intérêt pour encourager l'investissement)
- Une politique de relance budgétaire (hausse des dépenses publiques ou baisse des impôts).

Pour les besoins de notre recherche, nous nous limitons à la politique monétaire de relance qui nous semble être plus essentielle pour la suite de notre travail.

2.2. Le mécanisme de la politique monétaire Keynésienne

J. M. Keynes soutient qu'en cas d'insuffisance de la « demande effective », l'économie tend vers une situation de sous-emploi. Selon lui, l'État doit intervenir pour rétablir l'équilibre de plein emploi par une politique visant à soutenir la « demande effective ». La principale politique sur laquelle J. M. Keynes met l'accent est la politique monétaire de relance, qui consiste à augmenter la masse monétaire à partir de la baisse des taux d'intérêts.

En effet, la baisse du taux d'intérêt va provoquer une augmentation des investissements, l'une des composantes de la « demande effective », ce qui va engendrer l'augmentation de la production des entreprises et ensuite l'accroissement de l'emploi et des revenus distribués. Cette augmentation des salaires va entraîner à son tour une hausse du niveau de consommation (la consommation est considérée comme une deuxième composante de la demande effective, selon Keynes plus le revenu augmente plus la consommation des ménages s'accroît), ce qui va se transformer en demande supplémentaire, d'où une nouvelle hausse de la production, donc des revenus et ainsi de suite. Cette augmentation de la demande effective (consommation et investissement) entraînera une amélioration de niveau de l'emploi.

En situation de sous-emploi, l'accroissement de la quantité de monnaie accroît la « demande effective » sans l'apparition d'une hausse des prix, du moment que tous les facteurs de productions sont disponibles. Tandis qu'en situation de plein emploi,

l'accroissement de la quantité de monnaie accroît la « demande effective » mais cette dernière ne peut plus provoquer une augmentation de la production puisqu'il n'y a plus de facteurs de production disponible, il résulte de ce fait une hausse générale du niveau général des prix, en d'autres termes à un état d'inflation. ¹

2.3. La formalisation de la politique monétaire Keynésienne dans le modèle IS-LM

Le modèle d'équilibre générale IS-LM a comme but d'étudier les conditions d'équilibre sur les marchés des biens, de la monnaie et des titres en économie fermée. Le marché du travail n'est pas pris en compte puisque, conformément à la pensée Keynésienne, c'est le niveau de la production qui détermine celui de l'emploi.

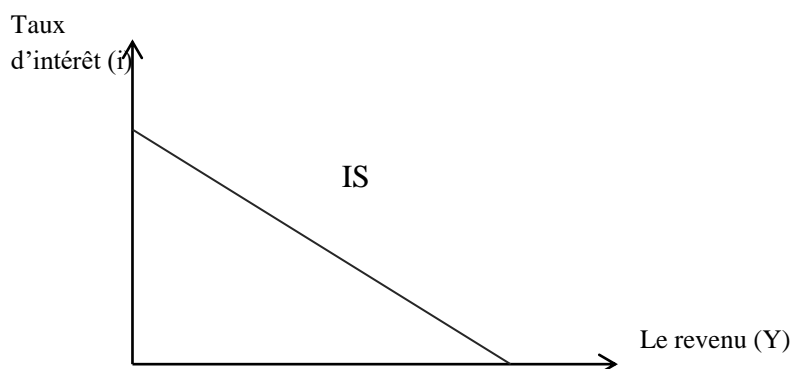
2.3.1. Présentation du modèle IS-LM

Le modèle IS-LM comporte trois marchés : celui des biens et des services, celui de la monnaie et celui des titres. Ce modèle se présente sous la forme de deux courbes, l'une représentant l'équilibre sur le marché des biens et services (IS), l'autre représentant l'équilibre sur le marché de la monnaie (LM). Il permet de déterminer simultanément l'équilibre sur ces deux marchés en établissant des relations entre le taux d'intérêt (i) et le niveau d'activité (Y).

2.3.2. L'équilibre sur le marché des biens et services (IS)

Le marché des biens et services est en équilibre si l'investissement (I) est égale à l'épargne (S). Dans le cadre de la courbe IS, il existerait une relation décroissante entre le niveau d'activité (Y) et le taux d'intérêt (i). ²

Figure N°04. La courbe IS



Source. WAQUET. I et MONTOUSSE. M, « Macroéconomie », Ed Bréal, paris, 2006, p 120

¹KADIR. N « la politique monétaire de la banque centrale européenne face à la crise de subprimes », *Op Cit*, P66/67

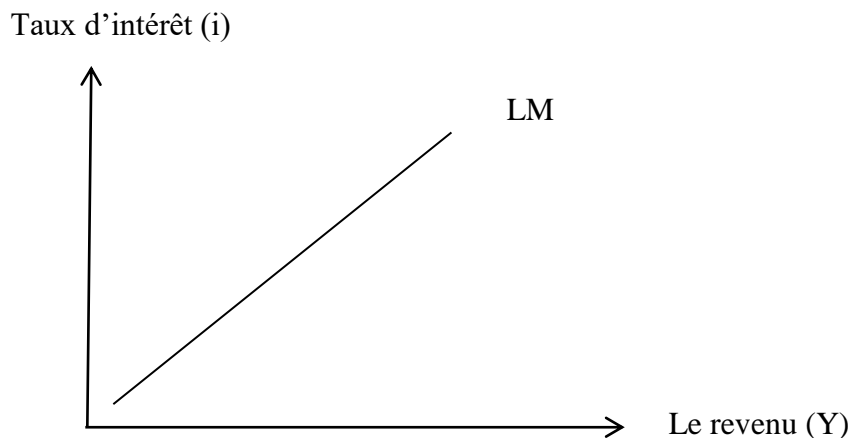
²WAQUET. I et MONTOUSSE. M, « Macroéconomie », *Op, Cit*, 2006, PP118/119

Dans la courbe (IS), il ya une relation inverse entre le taux d'intérêt et l'investissement. Plus le taux d'intérêt baisse plus les projets d'investissements augmentent, ce qui augmente le revenu par le jeu de l'effet multiplicateur. Et inversement, plus les taux d'intérêt est élevé plus les projets d'investissement baisse. Donc, quand le taux d'intérêt augmente, l'investissement baisse, ce qui réduit le revenu par le jeu de l'effet multiplicateur.

2.3.3. L'équilibre sur le marché de la monnaie (LM)

Dans le cadre de la courbe LM, il existe une relation croissante entre le niveau du taux d'intérêt (i) et le revenu (Y). Elle détermine l'équilibre sur le marché de la monnaie, implique que l'offre de monnaie égale à la demande de monnaie. « L » étant la demande de monnaie et « M » son offre.¹

Figure N°05. La courbe LM



Source. WAQUET. I et MONTOUSSE. M, « Macroéconomie », Ed Bréal, paris, 2006, p 127

Dans l'analyse keynésienne l'offre de monnaie est exogène et la demande de monnaie dépend positivement du revenu et négativement du taux d'intérêt. De ce fait, lorsque le revenu augmente, les agents ont besoin davantage de moyens de paiement pour financer les échanges, donc la demande d'une monnaie augmente. Pour une offre de monnaie inchangée, la pression de la demande de monnaie fait monter le taux d'intérêt pour permettre une réduction de la demande de monnaie à des fins spéculatives. D'où le fait que la courbe LM est croissante.

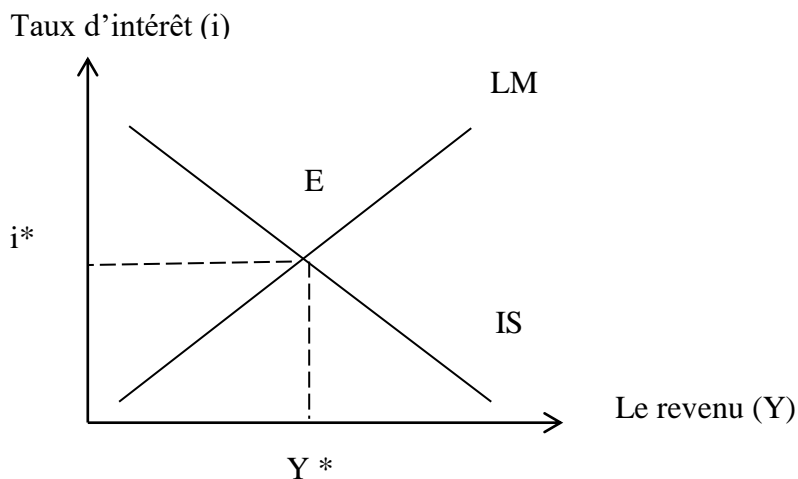
¹WAQUET. I et MONTOUSSE. M, « Macroéconomie », Ed Bréal, paris, 2006, p 127

2.3.4. L'équilibre sur les marchés des biens et services et de la monnaie (IS/LM)

Les marchés des biens et services et de la monnaie sont simultanément en équilibre si **IS = LM**

L'intersection entre les courbes IS et LM permet d'obtenir à la fois l'équilibre sur le marché de la monnaie et sur celui des biens et services. Cet équilibre correspond à l'équilibre de plein emploi. La courbe IS décrit comment évolue le revenu sur le marché des biens et services quand le taux d'intérêt varie. La courbe LM décrit comment évolue le taux d'intérêt sur le marché de la monnaie quand le revenu varie. Il en résulte que l'équilibre sur chaque marché dépend de l'équilibre sur l'autre marché. L'intersection de la courbe IS et LM permet d'obtenir l'équilibre simultané sur les deux marchés correspondant à l'équilibre plein emploi.¹

Figure N°06. La courbe IS/LM



Source. WAQUET. I et MONTOUSSE. M, « Macroéconomie », Ed Bréal, paris, 2006, P13

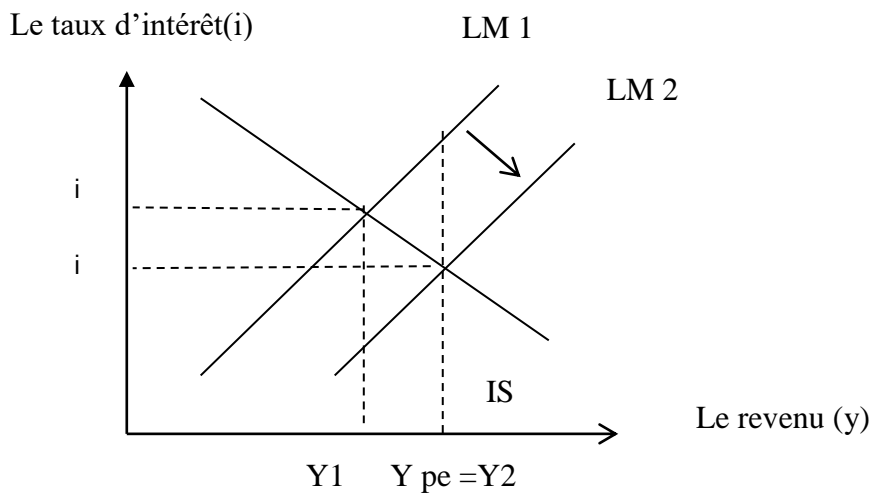
2.4. La politique monétaire keynésienne dans le modèle IS/LM

Il est cependant possible de parvenir à une situation de plein emploi en déplaçant la droite IS vers la droite par une politique budgétaire expansive, par exemple en augmentant les dépenses publiques, ou en déplaçant la droite LM vers la droite par une politique monétaire expansive (hausse de l'offre de monnaie), ou encore en combinant les deux politiques, c'est-à-dire en menant une Policy-mix.

Une politique monétaire expansionniste, objet de notre travail, se traduit par une augmentation de l'offre de monnaie et donc un déplacement de LM vers la droite (LM1 à LM2)

¹ WAQUET. I et MONTOUSSE. M, « Macroéconomie », Op, Cit 2006, P 131

Figure N07. La politique monétaire keynésienne dans le modèle IS/LM¹



Source. WAQUET. I et MONTOUSSE. M, « Macroéconomie », Ed Bréal, paris, 2006, P133

La hausse de l'offre de monnaie va engendrer une baisse du taux d'intérêt (i_1 à i_2) sur le marché de la monnaie, ce qui va stimuler l'investissement sur le marché des biens et services. La hausse de l'investissement aura un effet multiplicateur sur le niveau d'activité (Y).

Les enchaînements d'une politique monétaire peuvent être résumés par le schéma suivant :



Cette vision de la politique monétaire de relance à travers le modèle IS/LM ne néglige pas l'effet inflationniste de cette politique, tout accroissement de l'offre de monnaie au-delà du niveau de plein emploi se traduit uniquement par une hausse des prix c'est-à-dire de l'inflation.²

2.5. La remise en cause de la politique monétaire keynésienne

Pour les économistes keynésiens, la politique monétaire de relance risque d'être inefficace à cause, d'une part, de l'insensibilité de l'investissement au taux d'intérêt et d'autre part de la trappe à liquidité.

¹ WAQUET. I et MONTOUSSE. M, « Macroéconomie », *Op, Cit*, P132

²Ibid, P 133

En effet, Keynes considère qu'en situation de sous-emploi, les investissements sont peu sensibles à la variation du taux d'intérêt. La faible élasticité de l'investissement s'explique par le rôle des anticipations sur la demande des entrepreneurs, la relance monétaire sera donc d'une très faible ampleur. La faible élasticité de la demande d'investissement au taux d'intérêt en période de sous-emploi a été reprise par John. Hicks dans le cadre du modèle IS/LM.

Keynes affirme lui-même qu'une politique monétaire de relance peut s'avérer inefficace, et cela est dû aussi à la faible élasticité de l'offre de monnaie par rapport au taux d'intérêt qu'il qualifie de « trappe à liquidité ».

3. La politique monétaire chez les monétaristes

La politique monétaire de relance Keynésienne est remise en cause par les monétaristes qui la considère efficace à court terme mais inefficace sur le long terme.

3.1. La critique de la politique monétaire Keynésienne chez les monétaristes

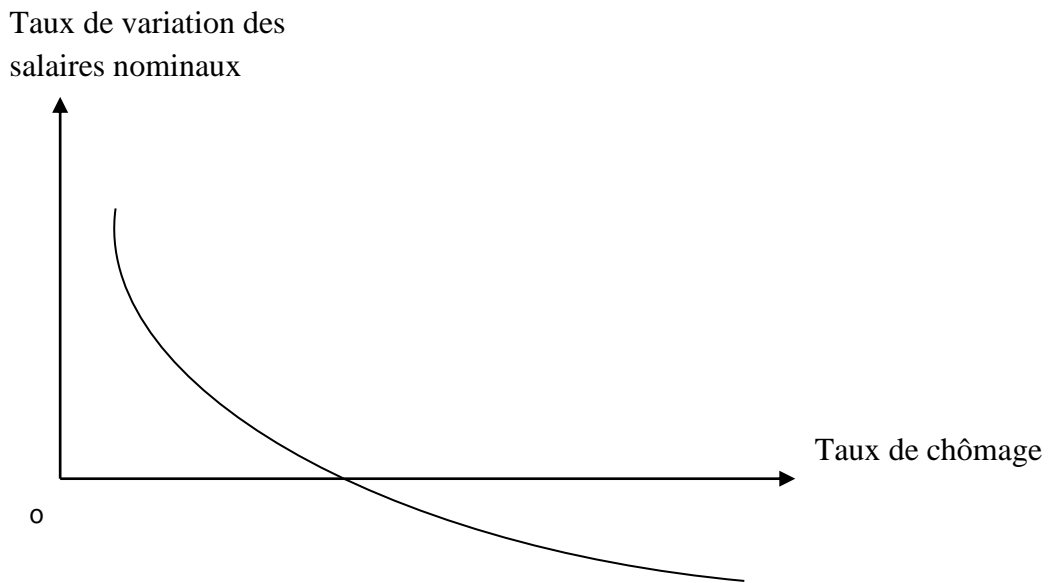
Le courant monétariste né dans les années 1950 va chercher à démontrer l'inefficacité des politiques Keynésienne conjoncturelles de relance. Milton Friedman va remettre en cause les fondements de la politique économique Keynésienne et en particulier la politique monétaire de relance. Pour ce faire, il adresse une critique radicale à la courbe de Phillips.¹

3.1.1. L'origine de la courbe de Phillips

En 1958, l'économiste néo-zélandais Alban William Phillips publie une étude statistique et économétrique mettant en évidence une relation décroissante entre le chômage et la variation des salaires nominaux. Quand le taux de chômage augmente la croissance du salaire nominal diminue, inversement quand le taux de chômage est faible la croissance du salaire nominal est importante.²

¹ WAQUET. I et MONTOUSSE. M, « Macroéconomie », *Op, Cit*, 2003, P159

² Ibid. P 158

Figure N°08. La courbe de Phillips, Taux de chômage et variation des salaires nominaux

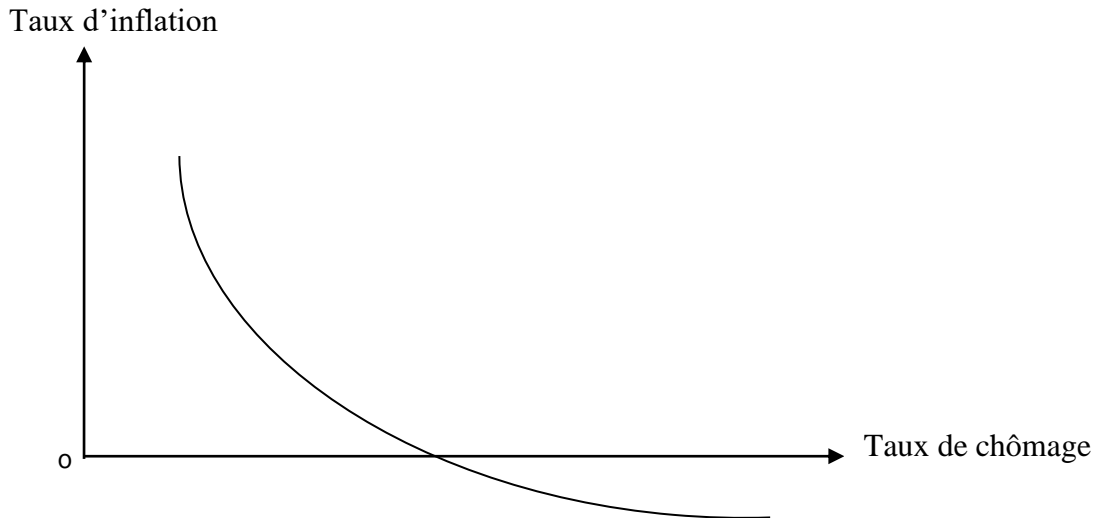
Source. WAQUET. I et MONTOUSSE. M, « Macroéconomie », Ed Bréal, paris, 2006, P159

En effet, quand le taux d'intérêt de chômage est faible, les entreprises ont plus de difficultés pour recruter les salariés. Il en résulte une pression à la hausse des salaires dans le but d'attirer de nouveau salariés en les payant davantage. Ainsi quand le taux de chômage est important, les entreprises n'éprouvent pas de difficulté pour recruter les salariés. La tendance à la hausse des salaires par les entreprises est relativement faible.

3.1.2. La relation chômage /inflation

Après la publication de l'étude d'A. W. Phillips qui vise à vérifier la relation entre le chômage et la variation des salaires nominaux. En 1960, P. Samuelson et R. Solow effectuent une étude sur les Etats-Unis de 1900 à 1958 en intégrant dans leurs analyses les gains de productivités et l'inflation. La courbe de Phillips met en évidence une relation décroissante entre l'inflation et le taux de chômage comme la montre la figure ci-dessus :¹

¹ WAQUET. I et MONTOUSSE. M, « Macroéconomie », *Op, Cit*, 2006, P 158

Figure N°09. La courbe de Phillips : taux de chômage et inflation

Source. WAQUET. I et MONTOUSSE. M, « Macroéconomie », Ed Bréal, paris, 2006, P159

Cette courbe montre qu'un arbitrage est possible entre le taux de chômage et le taux d'inflation. Les autorités monétaires peuvent faire baisser le taux de chômage au prix d'une progression de l'inflation. Inversement, accepter d'avantage de chômage afin de venir à bout de l'inflation. Pour mettre en place ces opinions, le gouvernement peut agir sur les taux d'intérêts. Si ces derniers augmentent, on arrive à une explosion du chômage, si les taux d'intérêts diminuent, l'investissement repart et le chômage baisse.

Cependant, chez les Keynésiennes l'inflation n'est pas vraiment la priorité des gouvernements. De ce fait le chômage /inflation n'est qu'une interprétation de la politique monétaire d'inspiration Keynésienne où les autorités monétaire doivent arbitrer entre inflation et chômage en acceptant un peu plus d'inflation pour réduire le chômage.

Conclusion

Nous avons essayé d'expliquer dans ce chapitre le rôle élémentaire de la monnaie dans l'économie. Apparue d'abord dans le but de briser le troc, elle a pris par la suite diverses formes, de la monnaie marchandise à la monnaie électronique en passant par la monnaie métallique et la monnaie fiduciaire.

L'analyse économique de la monnaie n'apporte pas de vision unique sur le rôle de celle-ci dans l'économie. Le courant classique donne une importance au niveau général des prix, l'approche Keynésienne considère que la monnaie n'est plus seulement un intermédiaire neutre des échanges que les agents économiques détiennent pour effectuer des transactions. Et l'approche monétariste reste dans l'optique classique et considère que la monnaie est neutre à long terme. Elle n'agit que sur le niveau des prix. Sur le court terme la monnaie agit sur les variables réelles de l'économie.

A partir de la seconde section on peut conclure que la politique monétaire est appliquée par les autorités publiques notamment la banque centrale afin de réaliser d'une part, la croissance économique et les créations d'emplois à partir de la baisse des réserves obligatoires, l'achat des titres aux banques commerciales sur le marché monétaire et la baisse du taux directeur (taux d'intérêt des opérations principales de refinancements), et d'autre part la lutte contre l'inflation et la détérioration des soldes extérieurs et cela à partir de l'augmentation des réserves obligatoires, la vente de titre aux banques commerciales sur le marché monétaire et l'augmentation du taux directeur.

Enfin, dans la troisième section nous avons examiné les différentes approches théoriques de la politique monétaire à savoir classique, Keynésienne et monétariste.

CHAPITRE 02 :

L'ECONOMIE ALGERIENNE :
DEPENDANCE A LA RENTE
PETROLIERE ET VULNERABILITES

Introduction

Après avoir mis l'accent dans le premier chapitre sur la politique monétaire comme instrument par lequel les autorités monétaires agissent pour contrôler la masse monétaire et assurer la croissance économique, dans le deuxième chapitre sera consacré aux transformations touchant certains aspects caractéristiques de l'économie algérienne, compte tenu de la forte dépendance aux hydrocarbures. Cette dernière a été la cause principale de l'aggravation de la crise économique en Algérie suite au contre choc pétrolier qui a débuté en 2014.

Notre travail est subdivisé en deux sections, la première, présente les principaux faits de l'économie algérienne et les grandes étapes de son évolution, ses principaux secteurs d'activités économiques et ces vulnérabilités.

Dans la deuxième, nous étudierons, la récente chute des prix du pétrole et son impact sur la croissance et le développement de l'économie Algérienne.

Section 01. Caractéristiques macroéconomiques de l'économie Algérienne

En 1962, après 132 ans de colonisation française et une guerre de libération longue et mortelle, l'Algérie est finalement indépendante, mais pauvre et sous-développée. En effet, la puissance coloniale a très peu investi dans l'industrie lourde, alors qu'elle a favorisé l'agriculture, l'extraction des produits du sous-sol et d'une plus petite façon la transformation des produits alimentaires (notamment le vin). Le pays s'engage alors dans la construction d'une économie, dans le but de créer une société moderne et dynamique.

1. L'évolution de l'économie Algérienne

1.1. L'économie planifiée

Au seuil de son indépendance, l'Algérie avait besoin d'un État fort afin de développer son économie. Le gouvernement a ainsi mis en place un modèle de développement fondé sur la théorie des « industries industrialisantes ». Cette dernière renvoie au fait que les pays les plus pauvres doivent investir en priorité dans les industries lourdes qui vont entraîner à leurs tours le développement des autres secteurs de l'économie. Cet objectif ne peut être atteint sans une intervention forte de l'État pour nationaliser les entreprises et planifier l'économie.¹

En effet, la période 1962-1971 était marquée principalement par la nationalisation des secteurs clés de l'économie et la création d'entreprises publiques ainsi que la mise en place d'un processus de planification centralisée, la création d'une structure industrielle ainsi que le parachèvement des institutions publiques. L'année 1966 a été marquée par la nationalisation des mines et des compagnies d'assurances étrangères et la signature d'accords de coopération avec la France, ensuite la nationalisation des hydrocarbures avec l'acquisition par l'Etat de 51% des avoirs des sociétés pétrolières françaises présentes en Algérie en 1971.

En 1978 le plan « valorisation des hydrocarbures » est lancée, il est destiné à favoriser les industries liées au pétrole et au gaz pour permettre une première transformation sur place de ces ressources avec des investissements massifs de l'État. L'Algérie est devenue un pays pétrolier et mono-exportateur

¹LARBI. T, « L'économie algérienne au milieu du gué : le régime rentier à l'épreuve de la transition Institutionnelle », IREMAM.

La décennie 1970 a été celle de l'augmentation spectaculaire du prix du pétrole (de 1,80\$ à 35\$). Ainsi les recettes tirées des hydrocarbures vont passer de 0,2 milliards de dinars en 1970 à 12,5 milliard de dinars en 1980 (elles sont multipliées par 60).¹

Tableau N°04. Evolution des recettes pétrolières de 1970 à 1997

Année	Recette
1970	0,2 Milliards de \$
1974	3,2 Milliards de \$
1980	12,5 Milliards de \$
1985	9,8 Milliards de \$
1986	5,8 Milliards de \$
1987	5,4 Milliards de \$
1988	5,7 Milliards de \$
1996	12,6 Milliards de \$
1997	13,3 Milliards de \$

Source. MUTIN. G, « Le contexte économique et social de la crise Algérienne », Ed Mario Melle, 1997

À la fin de la décennie 1970 l'Algérie compte plus de 75 zones industrielles, plus de 200 communes conservent au moins une implantation industrielle et une augmentation d'investissement consenti par la nation. ²

1.2. Échec de l'économie planifiée

Au début des années 1980, l'économie algérienne commence à être structurée, mais la crise économique qui a suivi le contre-choc pétrolier de 1986 et le niveau des prix qui a atteint son plancher, a dévoilé brutalement les dysfonctionnements structurels de l'économie algérienne. Les rentrées pétrolières passent de près de 10 milliards de \$ en 1985 à un peu plus de 5 Mds \$ en 1986. Elle se maintiendra à ce faible niveau jusqu'en 1990. La chute des prix du pétrole de 40% montre la dépendance et la fragilité d'un système construit sur la seule performance du secteur des hydrocarbures. Une période troublée s'ouvre pour l'Algérie avec

¹TALAHITE .F, « Réformes et transformations économiques en Algérie », Paris, 2010

² MUTIN. G, « Le contexte économique et social de la crise Algérienne », Ed Mario Melle, 1997

une considérable aggravation de la situation marquée par les émeutes de 1986 à Constantine et surtout les très graves émeutes d'Alger en octobre 1988¹

La production régresse et ne peut faire face aux besoins du pays qui entre forcément dans la dépendance alimentaire. C'est au cours de la décennie 1980 que l'Algérie commence à importer de massives quantités de biens alimentaires. Alors qu'en 1970 les achats de biens alimentaires représentaient 6% des importations totales, leur part a atteint 41% en 1980.

1.3. Le plan d'ajustement structurel et l'ouverture sur l'économie de marché

Au début des années 1990, le pays se résigna au rééchelonnement de sa dette extérieure, évaluée à plus de 25 milliards USD. Le montant de la dette et surtout sa structure (le poids de la dette à court terme est énorme) impose un niveau de remboursement que le pays ne peut plus supporter. Au cours de la période 1986/1992 l'Algérie a payé en moyenne 14% de son PIB. Le pays est contraint à un rééchelonnement refusé jusque-là de juillet 1992 à juillet 1993. Mais les bailleurs internationaux refusent d'accorder de nouveaux crédits à l'Algérie. Le rééchelonnement autrefois présenté comme une perte de souveraineté nationale devient l'unique solution acceptée par la majorité de la classe politique.²

Le premier juin 1994 un premier rééchelonnement est négocié, il sera suivi par un deuxième accord en 1995. Ces accords allègent le poids du service de la dette mais le niveau de l'endettement reste inchangé. Les accords de restructuration de la dette extérieure sont accompagnés par un plan d'ajustement structurel qui vise à assurer les grands équilibres économiques (réduction du déficit budgétaire, nouvelle dévaluation du dinar, réduction des dépenses publiques, du soutien des prix, etc..). Cet accord signé en 1994, avec le FMI et avec les créanciers, a obligé l'Algérie à verser chaque année, jusqu'en 2006, un montant important des devises tirées de l'exportation des hydrocarbures.³

En parallèle et sur le plan social, dès 1994 la situation est devenue très difficile, en effet, la croissance économique baisse, la production industrielle et les exportations reculent, les conditions de vie se dégradent vite, marquées par une forte hausse des prix, l'augmentation du chômage (presque 30% de la population active) l'augmentation de la pauvreté et la diminution de la consommation. Pour améliorer cette situation dramatique, l'État met en place dès 2001

¹ MUTIN. G, « Le contexte économique et social de la crise Algérienne », *Op Cit*, 1997

² Ibid.

³ www. Guide investir en Algérie 2006, doc

un nouveau plan de soutien à la relance économique qui dure 3 ans, mais les résultats ne sont pas encourageants.

L'État continue à préserver un niveau élevé de réserves financières dans le but d'insérer l'économie algérienne dans l'économie mondiale, en 2002 le pays signe un accord avec l'Union Européenne dans le cadre du partenariat Euro-méditerranéen et entame des négociations pour faire partie de l'OMC. En 2017 le processus d'adhésion n'a toujours pas abouti.¹

2. Les principaux secteurs d'activité économique en Algérie

On présente souvent l'Algérie comme un pays pétrolier. Les hydrocarbures y tiennent une place centrale. Il s'agit de pétrole et de gaz naturel, mais également de produits présentant une valeur ajoutée, sur les plans industriel et commercial (GPL, hydrocarbures gazeux, produits raffinés...). Les services représentent le deuxième poste de production intérieure brute.

2.1. Les Hydrocarbures

L'économie algérienne est basée essentiellement sur l'exploitation des hydrocarbures. Le pétrole est la ressource quasi unique du pays, il constitue la principale source de revenu. La production pétrolière était de 1,0 million de barils par jour (environ 2,5% de la production mondiale) et la production commercialisée de gaz se chiffrait à 225 millions de mètres cubes par jour (environ 3 % de la production mondiale).²

L'Algérie est un pays membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et du Forum des pays exportateurs de gaz. Elle est le 3^{ème} producteur de pétrole en Afrique derrière le Nigeria et l'Angola et le 11^{ème} exportateur de pétrole à l'échelle mondiale et occupe la 15^{ème} place mondiale en matière de réserves pétrolières et 18^{ème} producteur mondial de pétrole. L'Algérie est également 1^{er} producteur africain de gaz (plus de 50 % de la production de gaz en Afrique) et classée 10^{ème} producteur de gaz à l'échelle mondiale. Elle est le 2^{ème} fournisseur de gaz naturel de l'Europe, après la Russie. Durant la dernière décennie, les recettes des hydrocarbures ont permis de financer les différents programmes de relance économique et de réduire considérablement la dette extérieure du

¹LARBI. T, « L'économie algérienne au milieu du gué : le régime rentier à l'épreuve de la transition Institutionnelle », *Op Cit*

²OUKACI. K et SOUFI. N « Impact de la baisse des prix du pétrole sur l'économie Algérienne »
Energy. ecosetif@gmail.com

pays. Ainsi le produit intérieur brut (PIB) demeure fortement influencé par la production des hydrocarbures qui représentent 35% du PIB, 60% des recettes du budget et 95% des recettes d'exportations.¹

Tableau N°05. La production des hydrocarbures 2011/2015

Unité=106 TEP*

	2011	2012	2013	2014	2015
Hydrocarbures	71,1	66,9	64,4	67,1	65,1
liquides	80,6	76,4	75,4	74,4	79,9
Gaz naturel sec	16,1	14,3	14,7	17,0	15,7
Gaz naturel					
liquéfié(GNL)	8,8	8,2	8,8	10,8	11,0
Gaz de pétrole liquéfié					
(GPL commercial)					

TEP*=Tonne équivalent pétrole

Source. Ministère de l'énergie et des mines, in Rapport de l'ONS, 2016.

En 2016, le secteur des hydrocarbures connaît un taux de croissance en volume de 7,7% après avoir connu une timide reprise en 2015 de 0,2% qui a sans doute marqué la rupture avec une décennie (2006-2014) de récession et de décroissance des activités des hydrocarbures, aussi les exportations d'hydrocarbures ont enregistré une baisse moins importante qu'en 2015 par rapport à 2014. En effet, les exportations ont été évalué à 27,847 milliards de dollars en 2016, 33,693 milliards de dollars en 2015 et 58,447 milliards de dollars en 2014 avec respectivement des taux de croissance de -17,4% en dollars courants et -42.3%.\$ en 2016. ²

2.2. L'agriculture

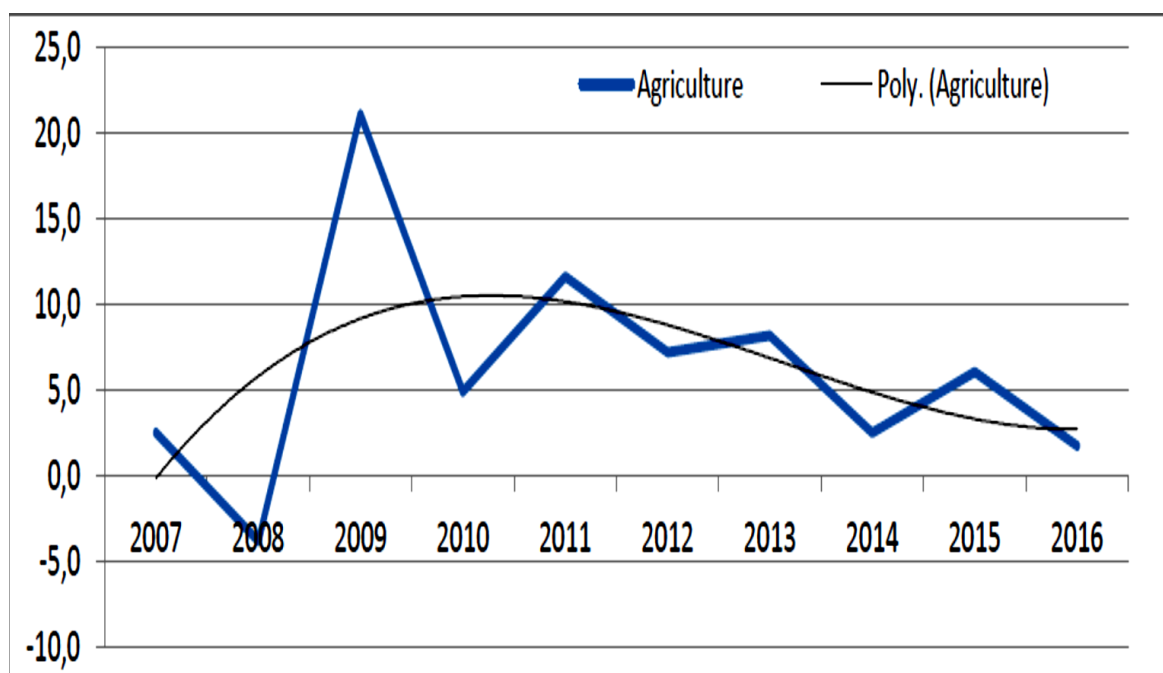
Durant ces dernières années, le secteur d'agriculture a enregistré des résultats satisfaisants depuis le lancement en l'an 2000 du Plan National pour le Développement Agricole et Rural (PNDAR), qui a été suivie par le Plan d'action du Gouvernement pour 2015-2019 qui vise à augmenter les terres irriguées et promouvoir la mécanisation.

¹ACHOUR TANI. Y « Analyse de la politique économique algérienne », paris, juillet 2013, P34

²www.ons.dz, août 2017

On représente dans la figure ci-dessus les évolutions du taux d'accroissement en volume (en%) de la production agricole sur la période 2007- 2016 :

Figure N°10. Evolution du taux d'accroissement en volume (en %) de la production agricole sur la période 2007-2016.



Source. www.ons.dz, août 2017

Le secteur agricole contribue à hauteur de 10 % de la formation du PIB et emploie environ 23% de la population active en 2017. La Surface Agricole Totale S.A.T est de 42,4 millions d'hectares, représentant 18% de la surface totale du pays, dont la Surface Agricole Utile est de 8,458 millions d'hectares, représentant 20 % de la S.A.T.

L'agriculture algérienne est dominée par la production des céréales qui occupent un tiers des terres cultivées (blé, orge, avoine), elle produit également entre autres des pommes de terre, des olives et des agrumes.¹

L'agriculture algérienne se caractérise par :

- une large diversité de milieux agro-climatiques
- Un faible recours aux produits chimiques

¹ Adaptés de : www.andi.dz/index-php/fr/secteur-de-l-agriculture- Avril 2017, www.algeria.cropsscience.bayer.com et www.economiesafricaines.com. Consulté le 25/11/2017 à 11 :30

- Une large gamme de produits
- Des produits de grande qualité voire même biologique.

2.3. L'industrie

En 2016, la valeur ajoutée industrielle a été évaluée à 975,7 milliards de DA contre 904,6 milliards de DA en 2015, soit une hausse nominale de 7,4%. Les statistiques de l'ONS ont relevé une diminution de la part du secteur industriel dans l'économie algérienne.

En effet, la croissance industrielle a été de l'ordre de 3,8% en 2016 contre 4,8% en 2015, et cela suite à la faible performance du secteur des industries sidérurgique, mécanique, métallique, chimique, électrique et électronique (ISMEE), 1,1% en 2016 contre plus de 11% en 2015. Il faut relever le bon comportement des secteurs de l'énergie, des matériaux de construction, de la chimie et des industries agroalimentaires qui enregistrent des taux de croissance de leurs valeurs ajoutées de 4,4%, 6,2% , 3,7%, et 5 ,6% respectivement.¹

On résume les principaux secteurs d'industrie hors hydrocarbures dans le tableau suivant :

Tableau N°06. Les principaux secteurs d'industrie hors hydrocarbures

L'industrie agroalimentaire	Représente la 2 ^{ème} industrie du pays. Elle emploie 140000 salariés à travers 17000 entreprises dont 95% gérés par le secteur privé. Sa production est principalement dédiée au marché intérieur.
L'industrie pharmaceutique	Elle enregistre une croissance à deux chiffres en 2015. L'Algérie est le deuxième marché pharmaceutique au niveau d'Afrique après l'Afrique du Sud, et cela grâce à une politique étatique pour attirer des investissements dans l'industrie pharmaceutique.
L'industrie automobile	Elle repose sur l'implantation de plusieurs grands groupes comme Renault, Hyundai ou Volkswagen. Depuis 2014, les constructeurs sont obligés de produire les véhicules sur place pour obtenir l'accès au marché.
L'industrie d'électricité	L'Algérie est le premier marché de l'électricité du Maghreb grâce à un taux de pénétration du réseau électrique de 99 % en 2014. Le secteur bénéficie de forts investissements publics.

Source. Adapté de. www.economiesafricaines. Consulté le 25/11/2017 à 11 :30

¹ www.ons.dz, août 2017, *Op Cit*

2.4. Les services marchands et non marchands

Le secteur des services marchands demeure un moteur important de la croissance. Il constitue une composante importante des activités de la sphère réelle du fait qu'il soit présent en amont et en aval de toute activité. Ce secteur a réalisé une croissance moyenne annuelle de 8,0% en 2014 contre 5,3% en 2015 et 2,9% en 2016. Cette décélération est pour l'essentiel due à la contraction des importations de marchandises mais également à une croissance hors hydrocarbures ralentie.¹

Les services non marchands sont dominés par les services des Administrations Publiques et évoluent à un taux de croissance de 1,3% en 2016 contre 3,5% en 2015 et 4,3% en 2014. Il semble évident que cette baisse de la croissance des services des administrations publiques est consécutive à la baisse des recettes de l'Etat constituées en partie de la fiscalité sur les hydrocarbures (fiscalité pétrolière).²

3. Les Vulnérabilités de l'économie algérienne

Nous présentons dans ce qui suit quelques repères nécessaires pour saisir la fragilité de l'économie algérienne :

- Les finances publiques, comme le reste de l'économie Algérienne sont largement dépendantes du secteur des hydrocarbures. Le déficit public hors hydrocarbures augmente à 45,6% en 2012 contre 2,9% pour le déficit public global, cela est expliqué par une diminution des recettes fiscales hors hydrocarbures et une augmentation des dépenses publiques.
- La dépendance de l'Algérie au secteur des hydrocarbures fait apparaître aussi dans la structure des exportations. L'exportation de Gaz et de pétrole représentent en effet la quasi-totalité des exportations de l'Algérie (98% en moyenne entre 2006 et 2013).
- La faible diversification de l'offre dans le marché algérienne qui est le résultat d'une industrie hors hydrocarbures détenue à plus de 53% par le secteur public et la faible apparition du secteur privé.

¹www.ons.dz, août 2017, *Op Cit*

² Rapport de la banque d'Algérie, *Op Cit*, juillet 2015.

- L'économie algérienne connaît une sévère stagnation de l'agriculture et une désindustrialisation généralisée. La croissance économique est tirée par les secteurs de la construction et des services (faibles productivité, faible salaires, mais gros profits).
- L'incapacité de l'Algérie de transformé son épargne en investissement.¹

Selon la banque mondiale les principaux handicapes de l'économie algérienne sont :

- Les secteurs hors hydrocarbure manquent de dynamique.
- La productivité globale des facteurs est faible.
- L'économie algérienne est fortement dépendante de la performance du secteur des hydrocarbures, secteur instable.
- Le financement d'entreprises publiques non performantes prive les entreprises privées et les autres secteurs de crédits (effet d'éviction).
- L'économie algérienne est caractérisée par un faible climat d'investissement.²

Le plus gros problème auquel doit faire face l'Algérie est celui de la « soutenabilité budgétaire à long terme ». Il s'agit de la problématique de la gestion de la nature épuisable des hydrocarbures et donc la non-pérennité des ressources financières face à une forte pression qu'exercera une demande sociale explosive, sur les dépenses publiques. C'est dans un tel contexte que la banque mondiale propose des politiques macroéconomiques qui visent à gérer la volatilité des recettes des hydrocarbures par la mise en place d'un « cadre budgétaire intégré » qui puisse garantir la soutenabilité budgétaire à long terme.

En même temps que cette politique macroéconomique, la banque mondiale recommande de faire des secteurs hors hydrocarbures le moteur de la croissance pour les années à venir. Cela nécessite un fort climat d'investissement, une meilleure compétitivité internationale. Pour pouvoir restructurer les entreprises publiques non performantes et libérer de la main-d'œuvre, il faut simultanément stimuler l'investissement et aider les promoteurs privés dans leurs actes d'investissement. La banque mondiale insiste aussi sur la nécessité de transformer l'économie algérienne en une économie exportatrice, ce modèle exportateur hors hydrocarbures devant constituer l'élément stratégique d'un proche avenir.³

¹CASTILLO. J et OSMAN. Y, « Un rapport de Natixis pointe les vulnérabilités de l'économie algérienne », revue de presse, 2013.

² www.banquemondiale.com

³ BOUZIDI. A, « Économie algérienne éclairages », Ed ENAG –Alger, 2011, pp 29/31

Section 02. L'impact de la crise pétrolière actuelle sur l'économie Algérienne

Depuis plus d'un siècle, le pétrole est l'un des moteurs fondamentaux de la croissance économique mondiale d'où son surnom « d'or noir », le pétrole est utilisé directement ou indirectement dans un grand nombre de processus de production industrielle et de transport. Comme expliqué précédemment, l'économie algérienne est fortement dépendante de la rente pétrolière d'où son extrême vulnérabilité à l'évolution négative des cours du pétrole.

1. Choc et contre choc pétrolier

1.1. Choc pétrolier causes et conséquences

On désigne par un choc pétrolier une hausse massive du prix de pétrole brut et soutenue sur une période de plus de quatre trimestres (une année). Les facteurs explicatives d'un choc pétrolier sont multiples et varient d'une crise à une autre. Le déséquilibre entre l'offre et la demande ainsi que les tensions géopolitiques constituent les deux grandes variables explicatives des variations du prix du pétrole.¹

Tableau N°07. Les facteurs explicatifs du choc pétrolier

Choc d'offre	Choc de demande
1. Un choc pétrolier du à une crise politique ou un conflit armé dans un pays ou un ensemble de pays producteur ou de transit, telle la crise de 1973 et la révolution iranienne 1979 suivi de la guerre entre l'Iran et Irak.	-Un choc pétrolier du à une augmentation non anticipé de la demande des pays consommateurs. L'augmentation des cours du pétrole en 2008 peut être considérée comme un choc de demande.
2. un choc pétrolier du à une baisse volontaire de l'offre de pays producteurs du pétrole.	

Source. Adapté de Microsoft Encarta 2009 « chocs pétroliers ».

Un choc pétrolier engendre d'abord un ralentissement de la croissance : une spirale négative s'amorce, par laquelle les ménages consomment moins, ce qui entraîne une diminution de la production des entreprises. Ce ralentissement est source d'une augmentation du chômage et donc par effet de chaîne d'une baisse encore accrue de pouvoir d'achat et ainsi de suite. Ces périodes de crise pétrolières peuvent donc engendrer des périodes de récession durant lesquelles le PIB des pays ralentit sa croissance ou même diminue.²

¹ Microsoft Encarta 2009 « chocs pétroliers ». 2009.

² Ibid

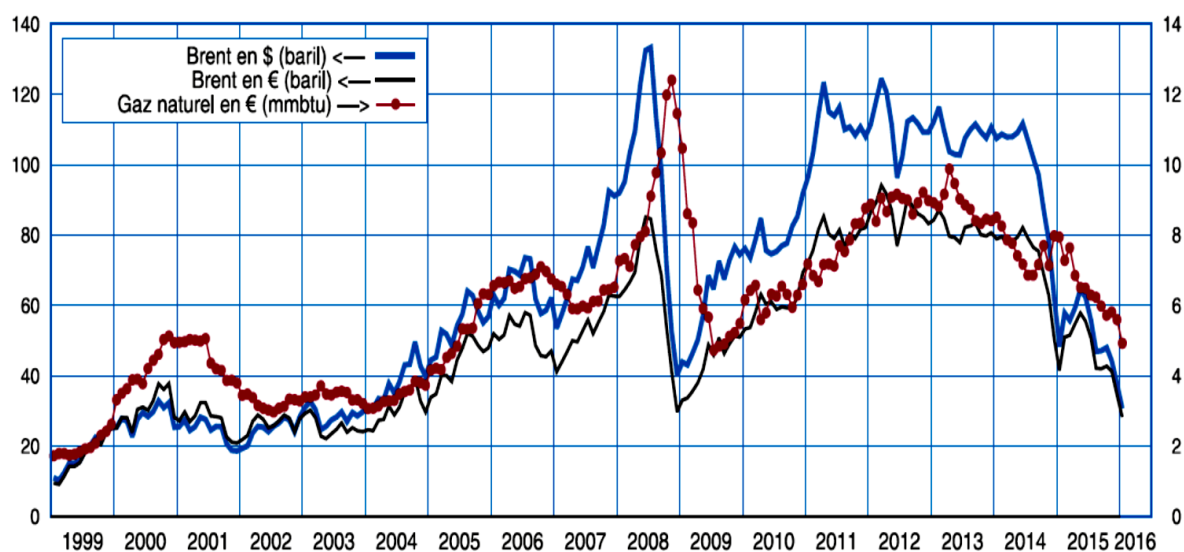
1.2 Le contre choc pétrolier

La notion de contre choc pétrolier désigne une baisse brutale du prix du pétrole. Elle s'oppose à la notion de choc pétrolier qui indique une montée soudaine du prix du baril de pétrole. Un contre choc pétrolier tout comme le choc pétrolier, est dû à la convergence de nombreux facteurs. La baisse brutale du prix du brut dans la moitié des années 1980 (le prix du baril de pétrole atteint un minimum de 10\$ en 1986) est le résultat d'un accord politique entre les Etats Unis et l'Arabie saoudite, visant à augmenter la production de pétrole en vue de satisfaire les besoins occidentaux en énergie.¹

2. La récente chute des prix du pétrole

La récente baisse du prix du pétrole commence à partir de l'été 2014, les cours du pétrole et de gaz ont chuté avec une ampleur comparable au contre-choc pétrolier de 1985-1986 et à la baisse de 2008-2009. Ainsi, le prix du baril du Brent s'est établi en moyenne à 31 \$ en janvier 2016 (soit 28 €), alors qu'il valait 112\$ en juin 2014 (82 €).²

Figure N°11. Cours des matières premières



Source. Insee, Banque mondiale in BORTOLI. C et MILIN .k « Qui a bénéficié de la chute du prix du pétrole ? », Mars 2016, p 42.

En septembre 2017, le prix du baril du pétrole (Brent) en euros poursuit son redressement (+5,9% après +3,0% en août), à 46,1 € en moyenne par baril. En dollars, la hausse est un peu plus marquée (+6,9% après +5,6%).

¹ PIERRE. D, « choc et contre-choc pétrolier » octobre 2003

² BORTOLI. C et MILIN .k « Qui a bénéficié de la chute du prix du pétrole ? », Mars 2016, p 42.

Figure N°12. Cours du pétrole (Brent)



Source. International Exchange par l'intermédiaire de Haver Analytics Dernière observation : 2 août 2017, in Revue de la banque de Canada, automne 1017.

Cette baisse des prix traduit un déséquilibre sur le marché pétrolier, en effet la production pétrolière mondiale est en surproduction pendant cette période, c'est-à-dire que l'offre est supérieure à la demande.

2.1. Les causes de la baisse de prix du pétrole

Les facteurs d'offre sont ceux qui ont contribué à la chute des prix du pétrole en 2014. La croissance étonnante de la production de pétrole de schiste aux États-Unis et la décision de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole de maintenir la production ont grandement participé au recul initial des prix du pétrole. Une croissance mondiale plus faible que prévu et les inquiétudes suscitées par l'économie chinoise à la fin de 2015 offrent également une explication à la diminution persistante des prix.¹

2.1.1. Ralentissement de l'économie chinoise

A partir de 2014 la croissance de l'économie chinoise connaît un certain ralentissement, et tombe au troisième trimestre 2015 sous 7% en rythme annuel, le produit intérieur brut (PIB) de la deuxième économie mondiale n'ayant progressé que de 6,9%. Ce ralentissement a pour conséquence de réduire la croissance de la demande de pétrole. Dans le cadre de recul de la croissance de l'économie chinoise, les autres économies émergentes (Brésil notamment) ralentissent, ce qui affaiblit encore la demande mondiale.

¹ ELLWANGERET. R, SAWATZKY. B et SMITROWICZ. K« Les facteurs à l'origine de la baisse des prix du pétrole en 2014 », Revue de la banque du Canada, Automne 2017.

2.1.2. La hausse de la production de pétrole non conventionnel

La production de pétrole s'oriente à la hausse aux États-Unis à partir de 2008, grâce notamment à l'exploitation du pétrole de schiste. Les États-Unis produisaient plus de 11 millions de barils par jour en 2014, une production jamais atteinte depuis le pic pétrolier de 1970, ce qui explique la surproduction mondiale des hydrocarbures qui pèse sur les prix¹.

2.1.3. Décisions stratégiques de l'OPEP

Face à l'augmentation de la production aux États-Unis (grâce notamment à la production du pétrole de schiste), l'organisation des pays exportateur de pétrole (L'OPEP), s'est abstenue de réduire la production, adoptant plutôt une approche attentiste (l'OPEP a décidé de maintenir sa production), ce qui a amplifié la baisse des prix du pétrole en 2014.²

2.1.4. Le retour de l'Iran sur le marché pétrolier

Le 14 juillet 2015, les grandes puissances (Etats-Unis, Russie, Chine, France, Royaume-Uni et Allemagne) ont signé à Vienne un accord avec l'Iran sur le programme nucléaire de ce dernier. En échange d'une limitation du programme nucléaire de l'Iran pendant au moins une décennie, les sanctions occidentales qui pesaient sur le pays depuis 2012 sont levées. A partir de 2016 l'Iran peut donc de nouveau exporter son pétrole. L'offre de pétrole pourrait augmenter d'un million de barils par jour ce qui à terme pèserait sur les prix.³

2.2. Les conséquences de la baisse des prix de pétrole

Selon JOHN BAFFES et al. (2015), la chute des prix du pétrole va entraîner de substantiels transferts de revenus des pays exportateurs de pétrole vers les pays importateurs, ce qui va stimuler l'activité économique et accroître la croissance mondiale de 0.7 à 0.8 point de pourcentage à moyen terme, et à réduire l'inflation mondiale d'environ 1 point de pourcentage à court terme. Comme les biens alimentaires sont intensifs en énergie, cette même baisse devrait entraîner une baisse de 10% des prix alimentaires, contribuant ainsi au ralentissement de l'inflation.

¹ELLWANGERET. R, SAWATZKY. B et SMITROWICZ. K« Les facteurs à l'origine de la baisse des prix du pétrole en 2014 », *Op Cit*, Automne 2017

²Ibid.

³Ibid.

L'activité économique des pays importateurs s'en trouvera stimulée : la baisse des prix du pétrole va réduire les coûts de production des entreprises et accroître le pouvoir d'achat des ménages. Le solde extérieur des pays importateurs aura tendance à s'améliorer.

L'impacte économique sur les pays exportateurs sera par contre négatif et bien plus immédiat. Les pays exportateurs vont connaître une détérioration de leur solde extérieur avec la contraction de la valeur des exportations, mais aussi une dégradation du solde budgétaire avec le tarissement des recettes fiscales tirées de l'exportation de pétrole. Les autorités budgétaires peuvent alors être incitées à consolider leurs finances publiques, ce qui contribuera à déprimer l'activité domestique. Les pays importateurs auront alors tendance à connaître des sorties de capitaux, des pertes sur leurs réserves et de brutales dépréciations de leurs devises.

Les banques centrales sont alors incitées à resserrer leur politique monétaire pour stabiliser l'inflation et préserver la confiance des marchés, ce qui contribuera également à déprimer l'activité domestique.

3. L'impacte de la récente baisse des prix de pétrole sur l'économie Algérienne

La chute des cours des hydrocarbures, entamée depuis le second semestre 2014 sur le marché international, n'est pas la bienvenue pour l'économie algérienne car elle menace directement la rente liée aux exportations d'hydrocarbures et un creusement des déficits budgétaire et extérieur, qui pourrait emboîter le pas aux différents projets lancés par le gouvernement. Cette situation met à nouveau en cause l'économie algérienne dans son ensemble et pointe la nécessité de réformes. Avec 97% des revenus d'exportations provenant du pétrole et du gaz, l'Algérie est en permanence soumise à la hausse ou la baisse des prix des matières premières sur le marché mondial.

3.1. La croissance économique

L'économie algérienne a réalisé une croissance de 3,3% en 2016 contre 3,7% en 2015. Cette croissance reste appréciable et est pour l'essentiel tirée par le secteur des hydrocarbures qui connaît en 2016 un véritable rebond avec une croissance de sa valeur ajoutée de 7,7% contre 0,2% en 2015.¹ A l'inverse, le taux de croissance du PIB hors hydrocarbures est en décélération en 2016 avec 2,3% par rapport à 5% en 2015. Le taux de croissance des activités hors hydrocarbures en 2016 constitue la plus faible performance enregistrée sur la période

¹www.ons.dz, août 2017, *Op Cit*

2000-2016. Le PIB nominal passe de 16702,1 milliards de DA en 2015 à 17406,8 milliards de DA en 2016, soit une hausse en valeurs courantes de 4,2%.¹

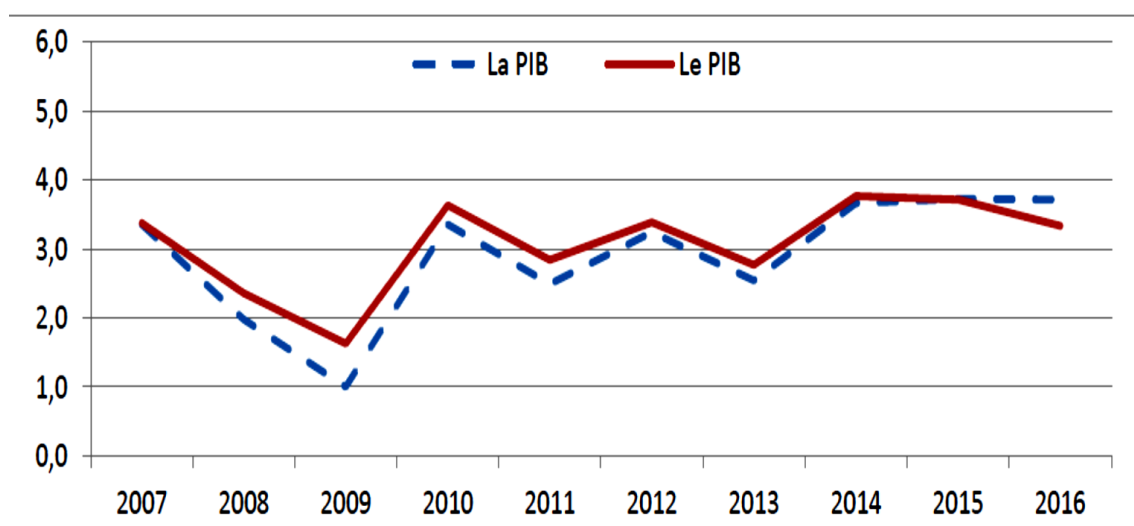
Le tableau ci-dessous retrace l'évolution du taux d'accroissement (%) en volume du PIB, de la PIB et du PIB hors hydrocarbures (PIB HH) sur la période 2011 à 2016.

Tableau N°08. L'évolution du taux d'accroissement (%) en volume du PIB, la PIB et le PIB hors hydrocarbures.

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
La PIB	2,5	3,2	2,5	3,7	3,7	3,7
Le PIB	2,9	3,4	2,8	3,8	3,7	3,6
Le PIB HH	6,1	7,2	7,3	5,6	5,0	2,3

Source. www.ons.dz, août 2017

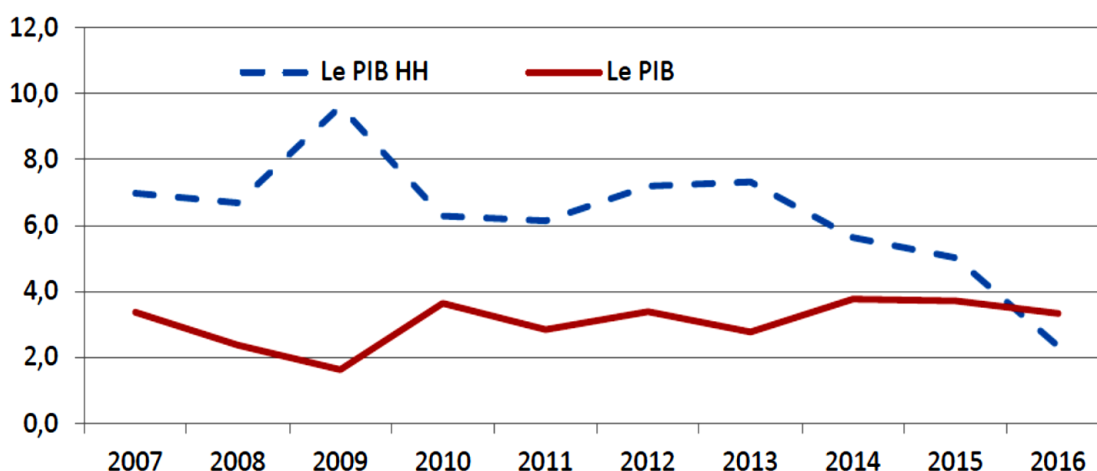
Figure N°13. Évolution du taux de croissance réel du PIB et de la PIB (en%)



Source. www.ons.dz, Août 2017

¹www.ons.dz, août 2017, *Op Cit*

Figure N°14. Évolution du taux de croissance réel du PIB et du PIB hors hydrocarbures



Source. www.ons.dz, Août 2017.

3.2. Une dégradation des comptes externes

Le recul du prix du baril sur le marché mondial continue de creuser le déficit commercial de l'Algérie et la relative baisse des importations ne parvient toujours pas à inverser la situation.

Selon les douanes algériennes, les échanges extérieurs de l'Algérie en 2016 font apparaître une contraction du montant des exportations de 16,7%, à 28,9 Mds USD (dont 93,8% sont constituées d'hydrocarbures) et une diminution des importations de 9,6%, à 46,7 Mds USD, le solde commercial affiche donc un déficit de 17,8 Mds USD, dont le taux de couverture des importations (29 % du PIB) par les exportations (18 % du PIB) s'est établi à 63 % en 2016, en légère baisse par rapport à 2015 (74 %), et encore plus loin de l'équilibre (109 %) de 2014.

La balance courante a enregistré un déficit de 14 % du PIB en 2016, contre 17 % en 2015, tandis que les réserves officielles de change ont baissé de 20 % pour s'établir à 114 milliards USD à fin 2016. Cette évolution s'explique surtout par le déficit commercial de 11 % du PIB en 2016, contre 8,0 % en 2015 (année durant laquelle le solde de la balance commerciale est devenu négatif pour la première fois en 16 ans), la baisse des cours et des quantités d'hydrocarbures exportées, qui ont enregistré une baisse de 43,71% et ont été évaluées à près de 18,09 mds USD contre 32,14 mds USD durant la même période de 2014, sous l'effet conjugué de la baisse des cours (-47%) et celle des quantités (-4,59%).

Concernant les exportations hors hydrocarbures, elles ont été de 1,19 mds USD (6,18% du volume global des exportations), en hausse de près de 7,78%.¹

Tableau N°09. Compte courants (en pourcentage du PIB)

	2008	2013	2014	2015	2016(e)	2017(p)
Balance commerciale	23.7	4.7	0.1	-8.4	-10.8	-5.1
Exportations de biens (f.o.b.)	46.0	30.9	27.9	23.0	18.4	20.3
Importations de biens (f.o.b.)	22.2	26.2	27.8	31.4	29.2	25.4
Services	-4.1	-3.3	-3.8	-5.6	-3.1	-3.2
Revenu des facteurs	-0.8	-2.2	-2.3	-3.4	-1.4	-1.5
Transferts courants	1.6	1.3	1.5	1.4	1.8	2.1
Solde des comptes courants	20.5	0.6	-4.4	-16.0	-13.5	-7.7

Source. Données de la Banque centrale et des administrations nationales, in BENBAHMED. T et LOHOUES. H, « perspectives Economique en Afrique », Algérie 2017

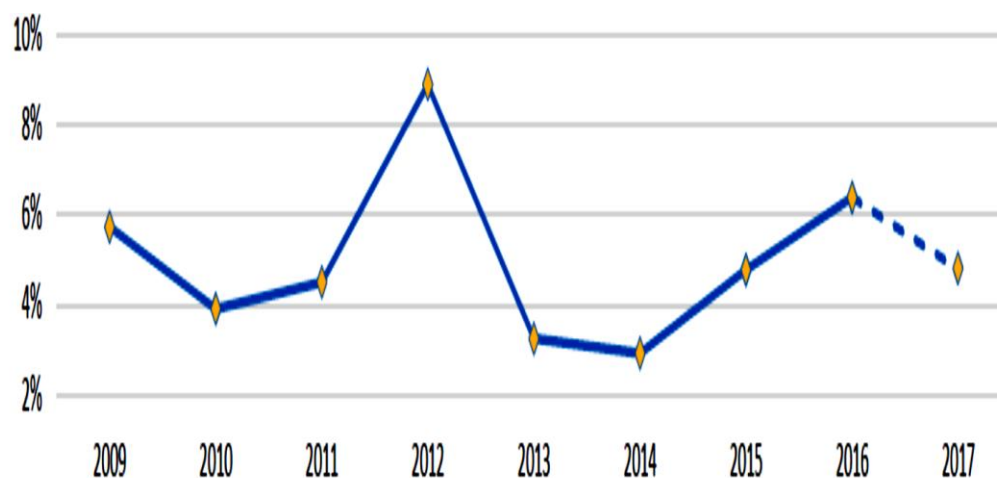
3.3. L'inflation

Depuis le début de la chute des prix de pétrole en 2014, l'inflation en Algérie poursuit sa hausse pour s'établir à 6.4 % en 2016 contre 4.8 % en 2015, après deux années consécutives de baisse en 2013 (3.3 %) et 2014 (2.9 %), au lendemain du pic de 2012 (8.9 %). Cette poussée inflationniste résulte de l'augmentation des prix des biens manufacturés (+9.9 %) et des services (+7.3 %) qui à eux seuls constituent près de 60 % de l'indice des prix. Plusieurs hypothèses sont avancées pour expliquer cette évolution, notamment l'impact des restrictions aux importations, la dépréciation du dinar, l'augmentation des prix du carburant de 30 %, le FMI prévoit une inflation en légère baisse, à 4,8% en 2017.²

¹ Adapté de. BENBAHMED. T et LOHOUES. H, « perspectives Economique en Afrique » Algérie 2017 et Rapport de conjoncture économique et sociale, Alger novembre 2015

²FISCHMAN. A, « Situation économique de l'Algérie : perspectives 2017 », *Op Cit*, 2017

Figure N°15. Évolution de l'inflation en moyenne annuelle.



Source. FMI (WEO Oct 2016), ONS (Dec 2016) in FISCHMAN. A, « Situation économique de l'Algérie : perspectives 2017 », Alger, février 2017

3.4. Le chômage

Selon l'office national des statistiques le niveau de chômage (en pourcentage de la population active) atteint 11,2% en 2015 contre 10,6% en 2014, soit une augmentation de 0,6%.

Tableau N°10. Population active, emploi et chômage (2011 /2015)

	2011	2012	2013	2014	2015
	(En milliers ; sauf indication contraire)				
Population active	10 661	11 423	11 964	11 453	11 932
Agriculture	1 034	912	1 141	899	917
Autres secteurs	9 627	10 511	10 823	10 554	11 015
Population effectivement occupée	9 599	10 170	10 788	10 239	10 594
Agriculture	1 034	912	1 141	899	917
Autres secteurs	8 565	9 258	9 647	9 340	9 677
Industrie	1 367	1 335	1 407	1 290	1 377
Bâtiment et travaux publics	1 596	1 663	1 791	1 826	1 776
Transport et communication, Commerce et Services	5 603	6 260	6 449	6 224	6 524
Chômeurs	1 063	1 253	1 175	1 214	1 338
(En pourcentage de la population active)	10,0	11,0	9,8	10,6	11,2

Source. www.ons.dz

En avril 2017, le taux de chômage a atteint 12,3% contre 10,5% en septembre 2016, selon l'ONS, le taux de chômage a baissé essentiellement chez les hommes à 8,2% en avril 2016 (contre 9,9% en septembre 2015) tandis que chez les femmes, le taux de chômage a connu une quasi-stagnation en s'établissant à 16,5%.¹

3.5. Les dépenses et les recettes publiques

Constituant une source importante du budget public, les revenus des exportations des hydrocarbures, dont la baisse a été plus marquée au cours du premier semestre 2015 (43,7 %), ont assuré des recettes budgétaires moindres à l'État, au cours du premier semestre 2015 avec des répercussions négatives sur l'investissement public.

Cette situation s'est manifestée à travers notamment une forte baisse de la fiscalité pétrolière recouvrée (-33 %), l'épargne nationale du FRR (Fond de Régulation des Recettes) a connu une baisse importante, passant de 26 % du PIB en 2014 à 12.5 % en 2015, puis à 4.5 % 2016, le déficit budgétaire a atteint 15 % et 13 % du PIB en 2015 et 2016, et une tendance à la hausse du niveau d'endettement de l'État (plus de 844 milliards de dinars à juin 2015).

Les ressources de FRR se sont contractées de plus de 33 % depuis juin 2014 à 3441.3 milliards de dinars avec plus de 967 milliards de prélèvements à fin juin 2015 (4408 milliards de dinars en 2014).²

¹Article de L'ONS, www.ons.dz consulté le samedi 19 août 2017

²Adapté de : BENBAHMED. T et LOHOUES. H, « perspectives Economique en Afrique » *Op Cit*, 2017 et Rapport de conjoncture économique et sociale, *Op Cit*, Novembre 2015

Tableau N°11. Finance public (pourcentage du PIB aux prix actuels)

	2008	2013	2014	2015	2016(e)	2017(p)
Total recettes et dons	47.0	35.9	33.3	30.8	29.1	29.1
Recettes fiscales	8.4	11.8	11.7	13.7	13.3	12.8
Recettes pétrolières	37.3	22.6	20.1	13.7	10.4	11.2
Total dépenses et prêts nets (a)	38.8	36.3	40.6	46.1	42.3	35.5
Dépenses courantes	20.1	24.4	25.4	27.4	26.2	24.8
Sans intérêts	19.5	24.1	25.2	27.1	26.2	24.8
Salaires et rémunérations	7.6	11.1	11.6	11.9	11.0	10.7
Intérêt	0.6	0.3	0.2	0.3	0.1	0.0
Dépenses d'investissement	17.9	11.4	14.5	18.3	16.3	10.8
Solde primaire	8.8	-0.1	-7.1	-15.1	-13.2	-6.4
Solde global	8.2	-0.4	-7.3	-15.3	-13.2	-6.4

Source. Données des administrations nationales, in BENBAHMED. T et LOHOUES. H, « perspectives Economique en Afrique », *Algérie*, 2017.

Conclusion

Au lendemain de son indépendance, l'Algérie a choisi un modèle d'économie centralisée. L'objectif était de parvenir à réaliser une autre indépendance sur le plan économique et un grand programme d'industrialisation a été tracé. Il s'agissait de construire de grandes entreprises publiques dans les différentes activités économiques. Ce programme était financé principalement par les recettes des hydrocarbures. Mais dans les années 1980, l'économie algérienne a connu des difficultés importantes. En effet, le contre-choc pétrolier de 1986 a porté un coup dur à une économie quasiment rentière, c'est la période des plans anti-pénurie et de stabilisation. Aux débuts des années 1990, l'Algérie a engagé des réformes structurelles concrétisant ainsi le passage à l'économie de marché.

Nous sommes en 2017 et le constat est toujours le même, l'économie algérienne demeure très fortement dépendante de la rente des hydrocarbures, qui représentent la principale source de revenus du pays. Conséquemment, la récente chute des cours du pétrole a eu un fort impacte négatif sur la croissance de l'économie mondiale, ce contre choc pétrolier qui a commencé à partir de l'été 2014 a été le résultat de plusieurs causes, comme le ralentissement de l'économie chinoise, le retour de l'Iran sur le marché pétrolier et surtout la croissance étonnante de la production de pétrole de schiste aux États-Unis et la décision de l'organisation des pays exportateurs du pétrole (OPEP) de maintenir la production.

Cette chute des cours n'est pas propice pour l'économie algérienne, qui se base sur l'exportation et les revenus pétroliers. Ce retournement du marché internationale des hydrocarbures a induit un net recul de la croissance de l'économie algérienne et a marqué un déficit de sa balance courante, avec une dégradation des comptes externes et un déficit de la balance commerciale. Le taux de chômage et de l'inflation ont aussi commencé à augmenter au début de l'année 2015. Autant de déséquilibres macroéconomiques que l'Etat et particulièrement les autorités monétaires ont essayé de résorber via des politiques publiques telles que la politique monétaire, objet du dernier chapitre de notre travail.

CHAPITRE 03 :

ESSAIE D'ANALYSE DE

L'EFFICACITE DE LA

POLITIQUE MONETAIRE

ALGERIENNE : CAS DE LA

PERIODE 2014 A NOS JOURS

Introduction

Après avoir consacré le chapitre précédant à l'étude des principales évolutions de l'économie algérienne, ses caractéristiques macroéconomiques et ses vulnérabilités, compte tenue de sa dépendance à la rente pétrolière qui se manifeste par l'impact négatif de la récente chute des prix du pétrole sur l'économie algérienne provoquant un déficit de budget de l'Etat et de la balance courant depuis le début de ce contre choc pétrolier en 2014 jusqu'à nos jours. L'aggravation de la crise économique, la succession de dégradation des comptes courants et le déficit de budget de l'État, a nécessité l'intervention des autorités monétaires pour stabiliser la situation économique en Algérie, et c'est cela qui sera l'objet de ce dernier chapitre.

Donc dans ce chapitre, nous allons subdiviser notre travail en deux sections. Dans la première, on va présenter d'une part la politique monétaire en Algérie afin de mesurer son rôle entre croissance économique et maîtrise de l'inflation, à travers une analyse de son évolution durant une période de planification centralisé suivie d'une période de passage vers l'économie du marché notamment après la mise en place de la loi 90-10 sur la monnaie et le crédit et ses retombées sur la conception initiale de la politique monétaire exercée en Algérie durant les années de planification. D'autre part, nous expliquons les objectifs assignés à la politique monétaire et les instruments utilisées par la Banque d'Algérie pour essayer de les atteindre.

Dans la seconde, nous allons étudier le rôle de la politique monétaire dans la gestion de la crise économique actuelle, notamment la politique monétaire non conventionnelle et le recours de l'Etat au financement de la banque d'Algérie. En analysant son effet sur les indicateurs monétaires et macroéconomiques de l'économie Algérienne.

Section 01. Mise en perspective historique de la politique monétaire algérienne

Nous revenons dans cette section sur l'évolution de la politique monétaire en Algérie de 1962 à nos jours, en subdivisant cette période en quatre sous périodes selon la conjoncture économique et les prérogatives assignées aux autorités monétaires.

1. La politique monétaire durant la période de planification centralisé (1962-1990)

Cette période est marquée par la récupération du pouvoir monétaire et financier et la création d'un nombre d'institutions tels que :

- La banque centrale d'Algérie (BCA) selon la loi n°62-144 du 13/12/1962
- Le trésor public en 1962
- La caisse nationale de développement (CAD) 1963 qui est spécialisée en octroi de crédits d'investissements
- La caisse nationale d'épargne et de prévoyance (CNEP) en 1964 qui a pour rôle principale la collecte de l'épargne populaire

Depuis 1970, l'Algérie est orientée vers un système économique centralisé. Une période où les autorités politiques Algériennes ont décidé de confier aux banques d'assurer la gestion et le contrôle des opérations financières des entreprises publiques.

En effet, la banque centrale Algérienne au cours de cette période n'a pas pu définir sa propre politique monétaire en raison de sa dépendance du gouvernement. ¹

1.1. Objectifs et instruments de la politique monétaire durant la période 1962-1990

Les objectifs de la politique monétaire au cours de cette période sont conformes aux objectifs du gouvernement. Ils se basent essentiellement sur la réalisation du plein emploi et la disponibilité d'une liquidité suffisante du marché monétaire par une meilleure allocation des ressources tirées des dépôts des ménages, de la rente pétrolière ainsi que l'endettement extérieur.

L'Algérie, durant la période d'économie centralisée, a favorisé l'utilisation des contrôles qualitatifs (sélectivités de crédits) et quantitatifs (encadrement de crédit) qui visent à limiter le développement des activités des banques d'une part, et à encourager ou décourager un tel ou tel secteur d'activité, d'autre part. Les autorités ont adopté d'autres moyens d'action

¹ AMOKRANE. M et RASDI. S, « la conduite de la politique monétaire en Algérie durant les deux dernières décennies : objectifs et limites », Algérie, 2015, PP 8/10

qui permettent d'équilibrer la liquidité bancaire et de financer l'économie, tels que le réescompte et l'action sur les taux d'intérêt.¹

2. La Politique monétaire durant la période de transition vers l'économie de marché (1990-2000)

Après le contre choc pétrolier de 1986 qui a révélé les profondes handicaps de l'économie Algérienne et mis en évidence la nécessité de rétablir les équilibres fondamentaux, le gouvernement a procédé à la promulgation de la nouvelle loi sur la monnaie et le crédit et à adopté le plan d'ajustement structurel suite à l'accord signé avec le FMI.²

2.1. La politique monétaire et la loi sur la monnaie et le crédit

Les premières réformes du secteur bancaire et monétaire de l'Algérie par la mise en place des deux lois bancaires à savoir la loi 86-12 et la loi 88-06, se sont avérées totalement inadaptées à la situation socioéconomique du pays et se sont abrogées en avril 1990 par la nouvelle loi 90-10 sur la monnaie et le crédit. Les buts principaux de cette loi se résument en la réinjection des règles de l'économie de marché, la lutte contre l'inflation et la financiarisation de l'économie à travers les points suivants :

- La banque centrale est désormais dénommée Banque d'Algérie dotée d'une plus grande autonomie financière, gérée administrativement par le conseil de monnaie et de crédit qui forme l'autorité monétaire. Les quatre fonctions attribuées à la banque d'Algérie dans le cadre de LMC sont : l'émission de l'unité monétaire nationale, banque des banques, banque de change et banque d'Etat.³
- Contrairement à la monétisation du déficit budgétaire systématique depuis la loi de finance complémentaire de 1965, l'article 213 de la loi 90-10 a mis fin aux relations de subordination de la banque centrale au trésor public. Désormais, ce concours est limité en montant et en durée ; ne doit pas dépasser 05% des recettes ordinaires de l'Etat remboursable dans une échéance de 240 jours.⁴

¹AMOKRANE. M et RASDI. S, « la conduite de la politique monétaire en Algérie durant les deux dernières décennies : objectifs et limites », *Op Cit*, 2015, P11

²RAKHROUR. Y, « Reformes monétaire en Algérie : Enjeux et perspectives », P203

³AMOKRANE. M et RASDI. S, « la conduite de la politique monétaire en Algérie durant les deux dernières décennies : objectifs et limites », *Op Cit*, 2015, P12

⁴Adapté de, ABBES. A, « Synthèse sur la politique monétaire en Algérie et son évolution durant 1990/2015, Algérie, P210 et AMOKRANE. M et RASDI. S, « la conduite de la politique monétaire en Algérie durant les deux dernières décennies : objectifs et limites », *Op Cit*, 2015, P 12

2.1.1. Objectifs et instruments de la politique monétaire selon la loi de la monnaie et de crédit

L'objectif ultime de la politique monétaire durant cette période est d'la stabilité externe à travers le maintien du taux de change ainsi que la stabilité interne à travers le taux d'inflation.

Pour atteindre ces objectifs cités auparavant, la banque d'Algérie fait un recours aux instruments de la politique monétaire qui sont selon la loi 90/10 :

- Le réescompte d'effet publics et privés
- L'open market : vente et achat d'effet publics et privés
- La prise en pension d'effet publics et privés
- Institution des réserves obligatoires par l'article 93 permettant à la banque centrale la régulation de la liquidité des banques¹

2.2. La politique monétaire durant le plan d'ajustement structurel

Afin de maîtriser la crise qui s'est encore aggravé au début de 1994 et qui est marqué des effets négatifs caractérisés par la hausse de l'inflation, des déficits budgétaires et des détériorations de la balance des paiements, les autorités ont suivie un plan d'ajustement structurel imposé par le FMI en contrepartie des accords de restructuration de la dette extérieure.

En présentent les encours de la dette extérieur depuis 1990 à 1993 dans le tableau ci-dessous :

Tableau N° 12. Les dettes extérieures

ANNEE	1990	1991	1992	1993
Stock de la dette en MD\$	28,4	27,9	26,7	25,7
Service de la dette en MD\$	8,9	9,5	9,3	9,1
Service de la dette/ exportation	66,4	73,9	76,5	81,8

Source. Ministère des finances. «La situation économique et financière en 2000». P.41, in AMOKRANE. M et RASDI. S, « la conduite de la politique monétaire en Algérie durant les deux dernières décennies : objectifs et limites », Algérie, 2015, P 13

¹Adapté de. AMOKRANE. M et RASDI. S, « la conduite de la politique monétaire en Algérie durant les deux dernières décennies : objectifs et limitee », *Op Cit*, 2015, P211 et ABBES. A, « Synthèse sur la politique monétaire en Algérie et son évolution durant 1990/2015, *Op Cit*, P211

Ce programme d'ajustement structurel avait un objectif de corriger les déséquilibres macroéconomiques et monétaires, libéraliser le système économique et renforcer l'application de la loi sur la monnaie et le crédit.¹

A partir de la mise en place du plan d'ajustement structurel, les autorités monétaires ont entamé l'adoption d'une politique monétaire restrictive traduite par la limitation des crédits octroyés au système bancaire et de ceux accordés au secteur économique productif, et cela afin de réduire la masse monétaire en circulation (donc la maîtrise de l'inflation) et limité sa croissance, cela à partir de la mise en place de nouveau instruments indirecte de la politique monétaire à coté des instruments directe déjà existant.

3. La politique monétaire durant la période de l'économie de marché

Cette période est caractérisé par l'accroissement des recettes extérieures (composée essentiellement des recettes des hydrocarbures), par la diminution des crédits accordé à l'Etat (la position de la banque d'Alger est positive c'est-à-dire qu'il n'est pas endetté à l'égard de l'institut d'émission), et des crédits à l'économie (le manque d'engagement des banques commerciales en matière de financement de l'économie).

Cette accroissement de la liquidité du système bancaire Algérienne à atteint à partir de 2001 un chiffre record de 2001,8 milliard de DA avec une expansion de 74% à fin de décembre 2007.²

Face à cette surliquidité du système bancaire les autorités monétaire Algérienne ont adopté une politique monétaire prudente et active et cela pour assuré la stabilité des prix et la maîtrise du taux d'inflation (réduire la liquidité).

Afin d'atteindre l'objectif ultime de la politique monétaire (stabilité des prix), la banque d'Algérie à fait recours dès le début de l'année 2001 à l'instrumentation traditionnel des réserves obligatoire dans la mesure où elle a maintenu à la hausse les taux de réserves obligatoires au cours de l'année 2004.³

¹AMOKRANE. M et RASDI. S, « la conduite de la politique monétaire en Algérie durant les deux dernières décennies : objectifs et limites », *Op Cit*, 2015, P 13

²Rapport de la BAFD sur les pays de l'OCDE, « perspectives économique en Afrique », 2007, P122, in AMOKRANE. M et RASDI. S, « la conduite de la politique monétaire en Algérie durant les deux dernières décennies : objectifs et limitée », *Op Cit*, 2015, P12

³ Ibid, P14

Le taux de réserve obligatoire a été porté à 6,5% en mars 2004, contre 6,25% depuis décembre 2002 et 4,25% en 2001. Ce taux de réserve obligatoire a été revu à la hausse qui ce résume dans le tableau suivant :¹

**Tableau N° 13. Taux de constitution des réserves obligatoires auprès de la banque
d'Algérie**

Année	2001	2002	2004	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Taux de constitution	4,25%	6,25%	6,5%	8%	9%	9%	11%	11%	12%	12%

Source. Adapté de : ABBES. A, « Synthèse sur la politique monétaire en Algérie et son évolution durant 1995/2015 », Algérie, P212 & Bulletin statistique trimestriel de la banque d'Algérie, mars 2015

4. La politique monétaire après le contre choc pétrolière de 2014

La chute des prix de pétrole qui à débiter en 2014 creusé un déficit au niveau de budget et de la balance de paiement de l'État Algérienne (voir la section 02 chapitre 02), et entraîné un épuisement de la liquidité, cela conduit la banque d'Algérie à rétablir le contrôle sur les conditions de liquidités et les taux d'intérêt à court terme. La BA récemment à remise en cause ses instruments de refinancement compensant les opérations d'open market (voir la section 02 chapitre 01) comme outil principale.

Pour accompagner cette démarche, le fond monétaire international propose à la banque d'Algérie de fixé rapidement un taux de réescompte à un niveau plus élevé, ce qui renforcerait le mécanisme de transmission de la politique monétaire et vue de l'accélération de l'inflation, la banque d'Algérie se tenir prête à relever son taux directeur afin d'ancrer les anticipations inflationnistes aux environs de sa cible de 4%.²

¹ABBES. A, « Synthèse sur la politique monétaire en Algérie et son évolution durant 1995/2015 », *Op Cit*, P212

² Fonds monétaire international : www.Imf.org

Section 02. La politique monétaire non conventionnelle et la loi de finance 2017

La chute des prix du pétrole qui a débuté en été 2014 a creusé un déficit au niveau de budget de l'Etat Algérienne. Le gouvernement a refusé de recourir à l'endettement extérieur et a décidé d'emprunter directement auprès de la banque d'Algérie. Cette politique monétaire non conventionnelle (planche à billets) est mise en application à la fin de l'année 2017. A côté de cet amendement l'Etat a mis en œuvre une politique budgétaire représentée par la loi de finance 2017 qui sert à augmenter les recettes et diminuer les dépenses.

1. La politique monétaire non conventionnelle : la planche à billets

La politique monétaire non conventionnelle consiste à ce que la banque centrale change de canal de transmission de la politique monétaire : au lieu d'injecter des liquidités dans les bilans des banques, elle injecte des liquidités dans les bilans des non banques (des entreprises par exemple). Ceci peut prendre la forme d'achats de titres émis par des non banques.

Cette politique permet aussi aux banques centrales de contrôler l'usage de la liquidité : la liquidité est créée contre l'achat d'actifs qui servent au financement du secteur privé, et non jetée au hasard dans l'économie, ce qui évite normalement qu'elle finance des bulles spéculatives de prix d'actifs.

Les politiques monétaires non conventionnelles ont l'inconvénient de mettre des actifs risqués sur le bilan de la banque centrale, d'où un risque grave de perte de confiance dans la monnaie.

1.1. La planche à billets

Le recul de la fiscalité pétrolière génère des déficits budgétaires entraînant la consommation de la totalité de l'épargne du trésor, ce qui a conduit ce dernier à mobiliser des ressources additionnelles. C'est dans ce contexte que le gouvernement algérien a décidé de recourir à l'instrument de financement connus sous la dénomination de financement non conventionnel.

Cette politique monétaire non conventionnelle sera mise en œuvre, pour une période transitoire de cinq (5) ans, à travers la création d'une nouvelle masse monétaire, à savoir la

mise en circulation d'une autre quantité de billets de banque. Cette politique permettra alors au trésor public d'emprunter directement auprès de la banque d'Algérie.¹

Le financement non conventionnel entre en vigueur, à partir de la promulgation de la loi n° 17- 10 du 11 octobre 2017 complétant l'ordonnance n° 03-11 du 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit parue dans le journal officiel n° 57 du 12 octobre 2017.

L'article premier de la loi n° 17-10 du 11 octobre 2017 énonce que « les dispositions de l'ordonnance n°03-11 du 27 Joumada Ethania 1424 correspondant au 26 août 2003, modifiée et complétée, relative à la monnaie et au crédit, sont complétées par l'article 45 bis (voir annexe n° 01).

Cette nouvelle loi limite l'autonomie de la banque centrale et offre au trésor un moyen de gérer son déficit. La Banque d'Algérie procède, dès l'entrée en vigueur de la disposition à titre exceptionnel et durant une période de cinq années, à l'achat directement auprès du trésor, de titres émis par celui-ci, à l'effet de participer notamment :

- à la couverture des besoins de financement de trésor ;
- au financement de la dette publique interne ;
- au financement du Fonds National d'Investissement(FNI)

Ce dispositif est mis en œuvre pour accompagner la réalisation d'un programme de réformes structurelles économiques et budgétaires devant aboutir, au plus tard, à l'issue de la période susvisée, notamment, au rétablissement des équilibres de la trésorerie de l'État ainsi qu'à l'équilibre de la balance des paiements.²

1.2. Les avantages de la politique monétaire non conventionnelle

Selon le gouvernement la politique monétaire non conventionnelle devrait conduire d'une part à accroître le PIB hors hydrocarbures, et donc absorber la demande qui sera induite par l'accroissement de la masse monétaire, et d'autre part à financer le déficit budgétaire de l'Etat mesuré à 570 milliards de dinars (5.5 milliards de dollars) en 2017 et à 1815 milliards de dinars en 2018.³

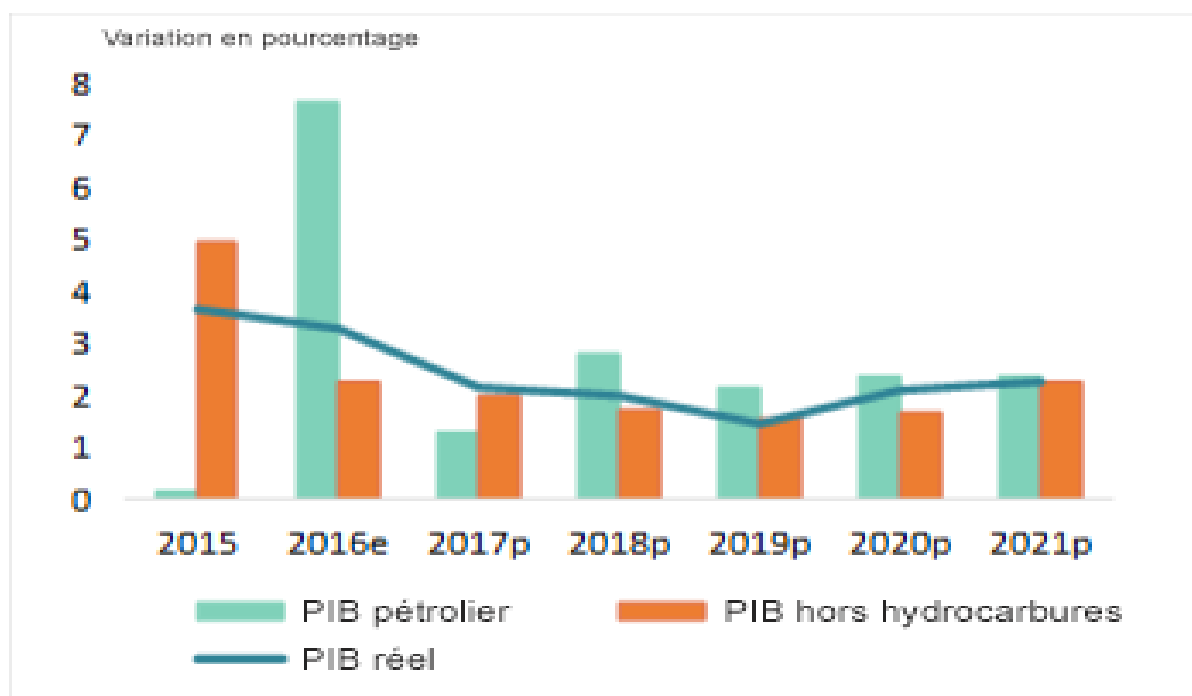
¹ www.memoireonline.com, consulté le 14/12/2017 à 14 :00

² www.joradp.dz, consulté le 16/12/2017 à 14 :00

³ www.algeriepart.com, consulté le 14/12/2017 à 14 :00

Selon les perspectives de la banque mondiale pour la période 2017/2021 le PIB réel passe de 3,8% en 2016 à 1,3% en 2017, pour atteindre un pourcentage de 0,7% en 2018. La même chose pour le PIB hors hydrocarbures qui passe de 2,9% en 2016 à 1,3 % en 2017 pour qu'il arrive à un taux de 0.3% en 2018.

Figure N°16. La croissance du PIB



Source. www.banquemondiale.com , consulté le 15/12/2017, à 14 :00

Ces perspectives sont élaborées par la banque mondiale avant la mise œuvre de la politique monétaire non conventionnelle qui devrait conduire à une hausse de PIB.

1.3. Les effets négatifs de la politique monétaire non conventionnelle

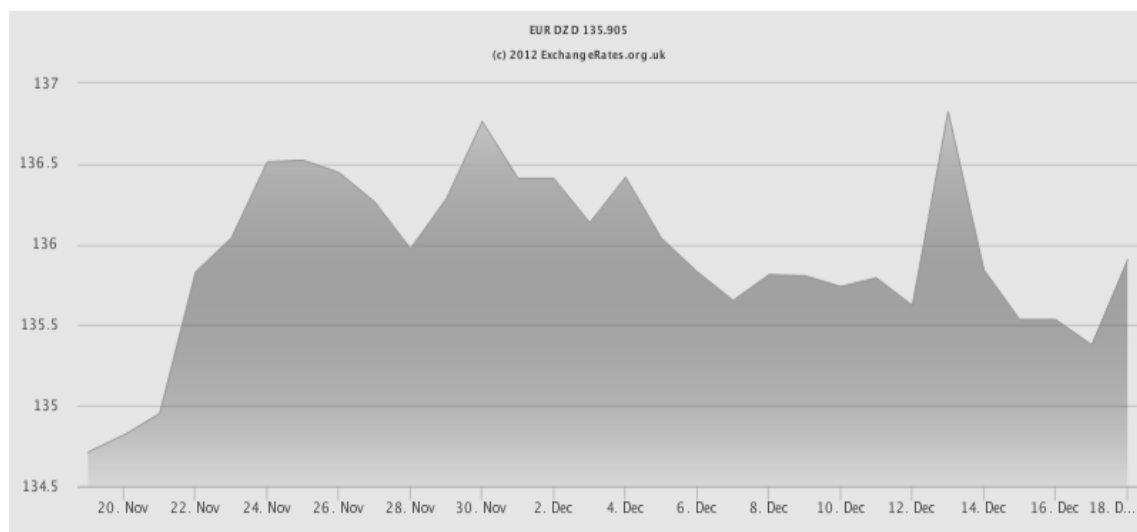
Le recours au financement non conventionnel aura pour conséquence immédiate une augmentation de la masse monétaire en circulation et une imparable inflation, suivie d'une forte dépréciation du dinar.

1.3.1. La dévaluation du dinar

Le cours du dinar algérien est en constante baisse notamment à partir du mois de Mai 2017 et à l'approche de la loi de finance complémentaire, comme cela est repris dans la figure ci-dessous. Sur le marché parallèle, le constat est le même, en effet, la cotation du dinar algérien a dépassé la barre de 200 dinars pour un euro en novembre 2017. Par contre, sur le

marché officiel la cotation du dinar algérienne est de 136,22 dinars pour un euros en décembre 2017 ¹

Figure N°17. Évolution du taux de change du dinar algérien en 2017

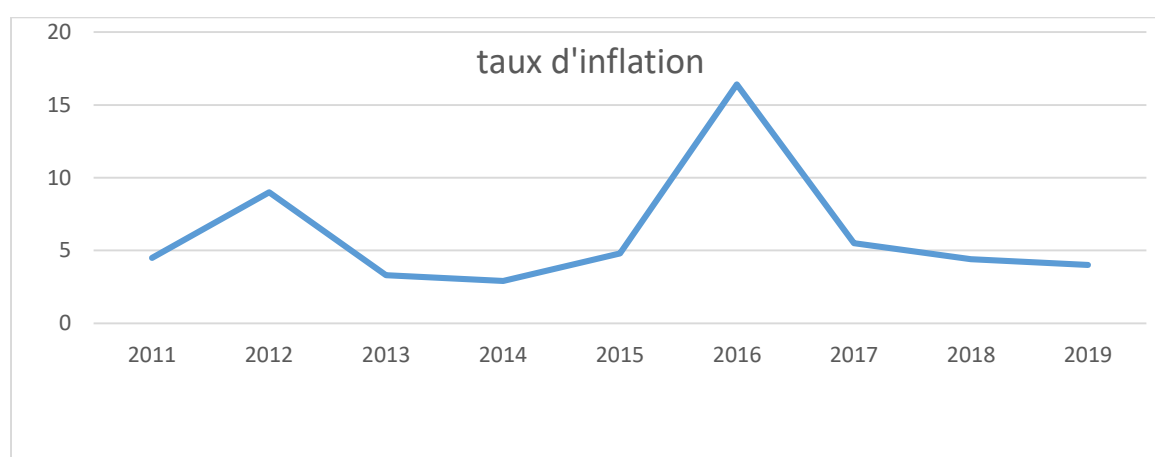


Source. www.exchangerates.org consulté le 15/12/2017 à 14 :30

1.3.2. L'inflation

Selon les dernières prévisions de la banque mondiale, le niveau de l'inflation va atteindre un pourcentage de 5,5% en 2017 et devrait baisser à 4,4% en 2018 ensuite à 4% en 2019.²

Figure N°18. Évolution du taux d'inflation en Algérie de 2011 à 2019³



Source. www.banquemondiale.com , consulté le 15/12/2017 à 14 :30

¹ www.exchangerates.org consulté le 15/12/2017 à 14 :30

² WWW.algeriepatriotique.com/ consulté le 10/10/2017 à 14:00

³ Les données de 2019 sont des perspectives.

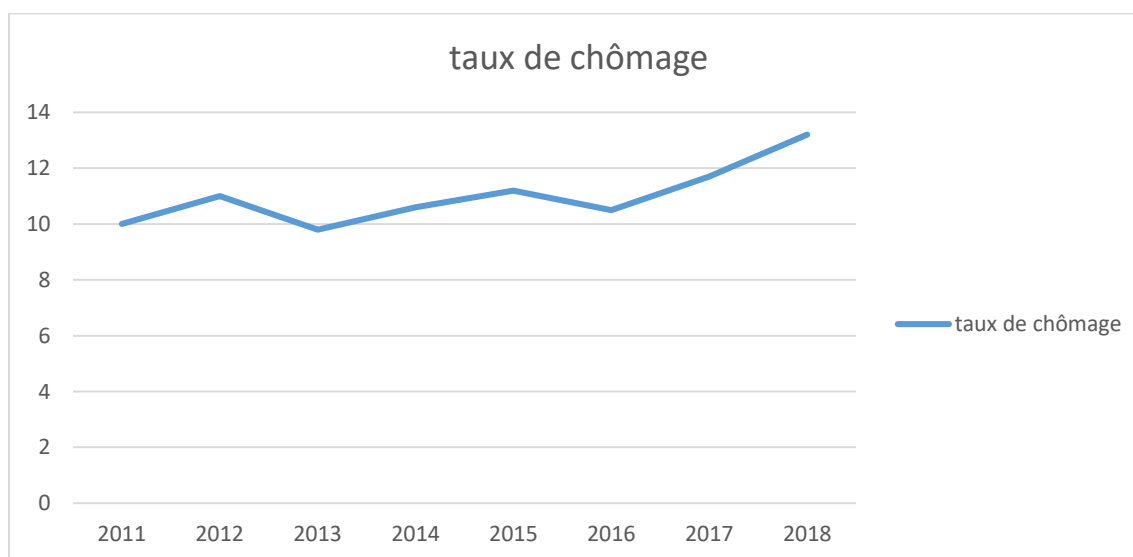
Ces prévisions de diminution du taux d'inflation depuis la fin de l'année 2016 jusqu'à 2019, sont élaborées par la banque mondiale avant l'application de la loi de financement non conventionnel.

Cette dernière a comme objectif de financé exclusivement le budget d'investissement et non pas vers le fonctionnement mais, dans un pays comme l'Algérie, la production, même si elle est encouragée, sera destinée au marché interne et non pas à l'exportation, et donc à la consommation, ce qui va alimenter l'inflation (augmentation du taux d'inflation).

1.3.3. Le chômage

Selon les dernières prévisions de la banque mondiale, le niveau de chômage pour l'année 2017 va atteindre 11,7%, et 13,2% en 2018. Selon les différentes perspectives de la banque mondiale, comme repris dans la figure N°18 élaboré à partir des données de la banque mondiale, le taux de chômage va subir une augmentation pour l'année 2018.

Figure N°19. Évolution du taux de chômage en Algérie de 2011 à 2018¹



Source. www.banquemondiale.com , consulté le 15/12/2017 à 14 :30

¹ Les données de 2018 sont des perspectives.

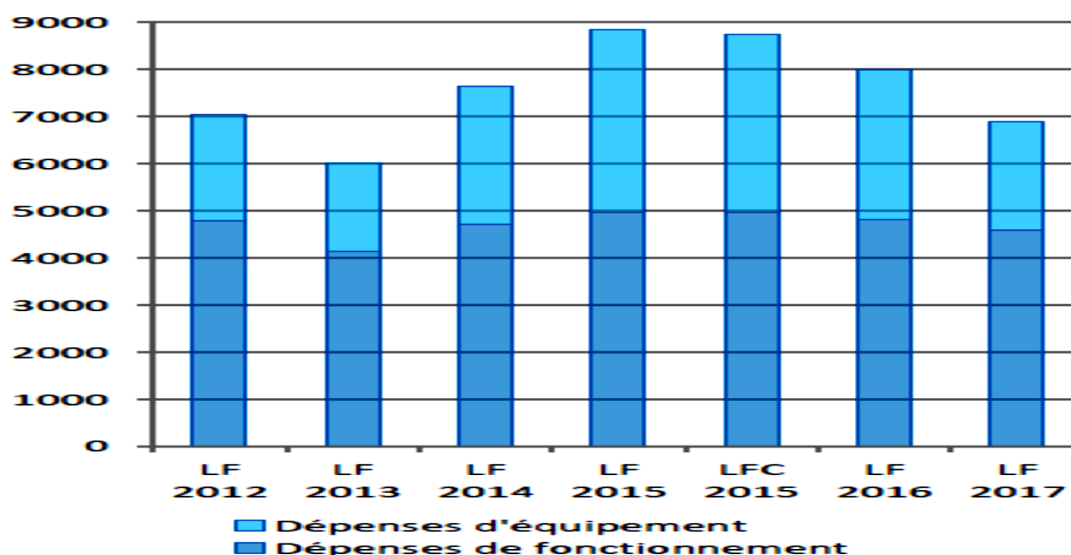
2. Loi de finances 2017

En Algérie, la loi de finances 2017 a été signée le mercredi 28/12/2016 par le président de la République et publiée au journal officiel N°77. Elle a été élaborée sur la base d'un prix de référence du baril du pétrole de 50 dollars et d'un taux de change de 108 DA pour 1 dollar.¹

2.1. Les prévisions de dépenses pour l'année 2017

La loi de finance 2017 prévoit une baisse des dépenses de 13,9% à 6.883 milliards de DA (63,7 Mds USD), dont 4.591,8 Mds DA (42,5 Mds USD) en dépenses de fonctionnement (-6,6%), et 2.291,3 Mds DA (21,2 Mds USD) en dépenses d'équipement (-27,9%).² Les dépenses d'équipement sont ventilées entre des dépenses d'investissement pour 1.620,4 Mds DA et des dépenses d'opérations en capitale pour 670,9 Mds DA.³

Figure N° 20. L'évolution des dépenses (Mds DA)



Source. Loi de finances, FMI (WEO oct. 2016), in FISCHMAN. A, « Situation économique de l'Algérie : perspectives 2017 », Alger, février 2017.

2.2. Les prévisions de recettes pour l'année 2017

Les prévisions de recettes en 2017 font apparaître une augmentation de 13,5% par rapport à la loi de finances 2016, à 5.636 Mds DA (52,2 Mds USD), dont 3.435 Mds DA (31,0 Mds USD) issues de la fiscalité ordinaire (+12,1%) et 2.200 Mds DA (19,9 Mds USD)

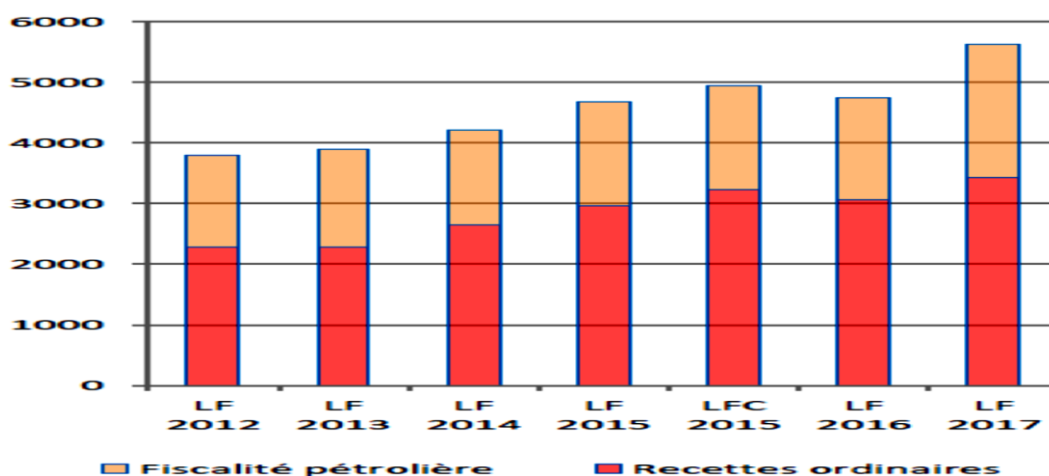
¹ WWW.radioalgerie.dz, consulté le 24.12.2017 à 14 :30.

² FISCHMAN. A, « Situation économique de l'Algérie : perspectives 2017 », *Op Cit*

³ WWW.radioalgerie.dz, Ibid.

issues de la fiscalité pétrolière (+30,8%). Le déficit global du trésor s'établirait ainsi à -6,7% du PIB (-11,3 Mds USD).¹

Figure N°21. L'évolution des recettes (Mds DA)



Source. Loi de finances, FMI (WEO oct. 2016), in FISCHMAN. A, « Situation économique de l'Algérie : perspectives 2017 », Alger, février 2017.

En vue d'accroître la mobilisation des recettes hors hydrocarbure, la loi de finances 2017 a relevé les taux de TVA et augmenté les taxes sur le tabac et sur un certain nombre de produits de luxe. Des efforts sont en cours pour renforcer l'administration fiscale. De plus amples mesures sont nécessaires pour éliminer les exonérations fiscales.

En mois de novembre 2017, une loi de finance 2018 établie sur la base d'un baril de 50 dollars a été votée par le parlement pour la période 2018-2020, prévoit :

- Des dépenses globales de 8.628 milliards de dinars (mds DA) composées de 4.043,31 mds DA de dépenses d'équipement et de 4.584,46 mds DA de dépenses de fonctionnement.
- Une augmentation de 7,9% des dépenses sociales (subvention de nombreux produits de base, des logements, éducation et soins gratuits) en 2018.
- Des recettes budgétaires, de 6.496,58 mds DA (contre 5.635,5 mds DA en 2017), composées de 3.688,68 mds DA de ressources ordinaires (contre 3.435,4 mds DA en 2017) et de 2.807,91 mds DA de fiscalité pétrolière (contre 2.200,1 mds DA).
- une hausse de la Taxe sur les produits pétroliers (TPP), de plus de 17% pour l'essence et d'environ 11,5% pour le gazole.
- Une nouvelle taxe sera en outre appliquée au tabac, en plus d'une hausse de 10% d'une taxe déjà existante. Une taxe de 1% sur toutes les importations est également créée.

¹FISCHMAN. A, « Situation économique de l'Algérie : perspectives 2017 », *Op Cit*, p3.

- Une augmentation de 7,9% des dépenses sociales (subvention de nombreux produits de base, des logements, éducation et soins gratuits) en 2018.

Conclusion

Dans ce dernier chapitre, on peut conclure que la politique monétaire algérienne pendant l'année 1990 a marqué un grand tournant dans son évolution. Avant cette période, elle était plutôt "adaptative" au sens où la monnaie devait s'adapter aux impératifs de financement de l'économie engendrant ainsi une surliquidité de l'économie. Les réformes monétaires, notamment apportées par la loi sur la monnaie et le crédit de 1990, ont réhabilité la politique monétaire par la définition d'organes chargés de la gestion de la monnaie et par l'assignation d'objectif final de stabilité des prix ainsi que des instruments adéquats. Cependant, la situation d'élargissement de la liquidité bancaire ces deux dernières années a vu l'inefficacité des instruments passant par le refinancement des banques. C'est pourquoi, les autorités monétaires ont privilégié l'instrument des réserves obligatoires en plus la reprise de liquidité, nouvellement introduit.

En décembre 2016, la présidence de la République a signé la loi de finance 2017, qui a fait une prévision des recettes et des dépenses des trois prochaines années (2017, 2018 et 2019), sur la base d'un prix de référence du baril à 50 dollars en 2017 et qui a mis une nouvelle législation qui prévoit l'instauration et la modification de taxes et impôts. Ensuite, à la fin du mois de septembre 2017, le parlement algérien a adopté le texte permettant au trésor public d'emprunter à la banque centrale algérienne pendant cinq ans. C'est ce qu'on appelle la planche à billets ou bien le financement non conventionnel.

Ces décisions prises par le gouvernement afin de sauver l'économie algérienne ont aussi entraîné des inconvénients, citons l'aggravation de l'inflation et du chômage, la dégradation de la valeur du dinar sans pour autant privilégier les exportations, vu le manque de performance du secteur productif algérien.

CONCLUSION GENERALE

Conclusion générale

En guise de conclusion, nous retenons que la politique monétaire est l'ensemble des instruments dont dispose l'autorité monétaire pour réguler l'usage de la monnaie. Son objectif final a évolué jusqu'à connaître un recentrage sur l'objectif de stabilité des prix par la maîtrise de l'inflation. Pour atteindre cet objectif, les autorités monétaires s'efforcent d'atteindre des objectifs dits intermédiaires à savoir le taux de croissance de la masse monétaire et le niveau des taux d'intérêt.

L'économie algérienne est une économie qui se base essentiellement sur la recette pétrolière qui constitue la principale source de revenu mais également de produits présentant une valeur ajoutée sur les plans industriel et commercial. Par ailleurs, l'économie algérienne connaît une sévère stagnation de l'agriculture et une désindustrialisation généralisée.

Ce constat place l'Algérie devant le problème de la « soutenabilité budgétaire à long terme ». En d'autres termes, le dilemme de gérer la nature épuisable des hydrocarbures et donc la non-pérennité des ressources financières face à une forte pression qu'exercera une demande sociale explosive, sur les dépenses publiques ou face à une crise.

Ainsi la récente chute des cours de pétrole sur le marché mondiale a influencé négativement la croissance de l'économie mondiale, ce contre choc pétrolier qui a commencé à partir l'été 2014 a été le résultat de plusieurs causes, à l'exemple du ralentissement de l'économie chinoise, de la croissance de la production de pétrole de schiste aux États-Unis et de la décision de l'organisation des pays exportateurs du pétrole (OPEP) de maintenir la production.

Cette baisse des prix de pétrole a creusé un déficit au niveau du budget de l'État algérien. C'est ainsi que l'épargne publique a été consommée, ce qui conduit le gouvernement a décidé de recourir à l'instrument monétaire de financement non conventionnel ou encore de la planche à billets.

La loi 90-10 régissant la monnaie et le crédit a une fois de plus été amendée, l'objectif de cet amendement est d'autoriser la Banque d'Algérie, à titre exceptionnel et durant une période de cinq années, à procéder à l'achat direct de titre émis par le trésor. Cet argent servira à couvrir le besoin de financement du trésor et financer le remboursement de la dette publique interne.

Mais comme nous l'avons constaté dans notre analyse des données et dans les avis des experts, bien que cette décision ait permis en outre de financer le déficit du trésor public mais elle aura pour conséquence immédiate une augmentation de la masse monétaire en circulation et une inévitable inflation, suivie d'une forte dépréciation du dinar. En effet, la monnaie créée pour le financement non conventionnel du trésor, n'aura pas de contrepartie économique réelle.

Par ailleurs et bien que ce genre de politiques non conventionnelles soient utilisées par les banques centrales des pays développés à des fins de relance économique, la masse monétaire qui sera en suite absorbée, n'aura pas automatiquement les mêmes effets escomptés en Algérie. En effet, cette dernière est une autre réalité économique comme nous l'avons constaté dans le deuxième chapitre. Extrêmement vulnérable, dépendante de la rente pétrolière et n'ayant pas de tissu industriel performant, une politique monétaire non conventionnelle ne permettra pas de booster les exportations par un gain de compétitivité dû à une baisse de sa monnaie car les entreprises ne sont pas en mesure d'affronter la concurrence internationale. Par ailleurs, les importations et principalement la facture alimentaire se trouvera renchérie avec la dévaluation du dinar.

Au cours de notre recherche, nous avons consulté diverses références et de multiples opinions d'économistes. Tous s'accordent sur le fait que la situation est grave et qu'il soit urgent de faire sortir l'économie nationale de la logique rentière et de la dépendance aux hydrocarbures. Plusieurs recommandations sont de ce fait à mentionner notamment :

- Capturer la masse monétaire qui circule dans l'informel et l'intégrer dans le circuit formel ;
- Favoriser l'émergence d'un tissu industriel de PME ;
- Faire de la bourse d'Alger un outil performant auquel auront recours les entreprises pour se financer.

En nous intéressant aux alternatives de financement pour l'économie nationale, nous avons constaté qu'il s'agit d'un sujet très vaste et qui doit être exploré dans le cadre d'une autre recherche.

BIBLIOGRAPHIE

Bibliographie

Ouvrages :

1. BASSONI. M et BEITONE. A, « monnaie et politique monétaire », Ed Sirey, 2^{ème} Ed, Paris, 1997.
2. BRANA. S. et CAZALS. M, « La monnaie », Ed Dunod, Paris, 1997.
3. BOUZIDI. A, « Économie algérienne éclairages », Ed ENAG –Alger, 2011.
4. CHAINEAU. A, « Qu'est ce que la monnaie », Ed Economica, 2eme Ed, 1997.
5. COMBE F. et TACHEIX .T, « l'essentiel de la monnaie », Ed Gualino, Paris, 2001.
6. DELAPLACE. M, « Monnaie et financement de l'économie », Ed Dunod, 2^{ème} Ed, Paris, 2006.
7. DJOUDI. K, « Evolution du système financier »Algérie Entreprise, N° 3, Avril/Mai 2002.
8. GUENDOZI. B, « relations économiques internationales », Ed El Maarifa, 2008.
9. JAFFRE. P, « Monnaie et politique monétaire », Ed Economica, 4^{ème} Ed, Octobre 1996.
10. LARBI. T, « L'économie algérienne au milieu du gué : le régime rentier à l'épreuve de la transition Institutionnelle », IREMAM.
11. MUTIN. G, « Le contexte économique et social de la crise Algérienne », Ed Mario Melle, 1997.
12. Philippe. J, « Monnaie et Politique monétaire », Ed Economica, 4eme Ed, Paris, 1996.
13. PIERRE. D, « choc et contre-choc pétrolier »octobre 2003
14. RUIMY. M « Economie monétaire », Ed Ellipses, 4eme Ed, Paris, 2004.
15. TALAHITE .F, « Réformes et transformations économiques en Algérie », Paris 2010
16. WAQUET. I et MONTOUSSE. M, « Macroéconomie »Ed Bréal, paris, 2006.

Mémoires :

1. ACHOUR TANI. Y « Analyse de la politique économique algérienne », paris, juillet 2013.

2. CABRAL. S. F. H et SOARES. F. M. J, « Politique Monétaire : objectifs et instruments », mémoire fin d'étude magister, Université d'Alger, Option : M F B, 2009 /2010.
3. Kadir. N, « la politique monétaire de la banque centrale européenne face à la crise de surprimes » mémoire fin d'étude, option M.F.B.
4. MOUDENE. N, « politique monétaire et politique de change : Liens et Adéquation », mémoire fin d'étude, option DSEB, Décembre 2003.

Sites web :

1. www.algeria.cropscience.bayer.com
2. www.andi.dz
3. www.banquemondiale.com
4. www.bank-of-algeria.dz
5. www.bceao.int
6. www.economiesafricaines
7. www.exchangerates.org
8. www.Imf.org
9. www.joradp.dz
10. www.memoireonline.com
11. www.ons.dz
12. www.radioalgerie.dz

Articles et revues :

1. ABBES. A, « Synthèse sur la politique monétaire en Algérie et son évolution durant 1990/2015 », Algérie
2. AMOKRANE. M et RASDI. S, « la conduite de la politique monétaire en Algérie durant les deux dernières décennies : objectifs et limites », Algérie, 2015
3. BELLAL. S, « La régulation monétaire en Algérie 1990/2007» Revue, Guelma, 2010.
1. BENBAHMED. T et LOHOUES. H, « perspectives Economique en Afrique » Algérie
2. BORTOLI. C et MILIN .k « Qui a bénéficié de la chute du prix du pétrole ? », Mars 2016.
3. Bulletin statistique trimestriel de la banque d'Algérie, mars 2015
4. CASTILLO. J et OSMAN. Y, « Un rapport de Natixis pointe les vulnérabilités de l'économie algérienne », revue de presse, 2013

5. ELLWANGERET. R, SAWATZKY. B et SMITROWICZ. K « Les facteurs à l'origine de la baisse des prix du pétrole en 2014 », Revue de la banque du Canada, Automne 2017
6. FISCHMAN. A, « Situation économique de l'Algérie : perspectives 2017 », Alger, février 2017
7. Guide investir en Algérie 2006
8. Hafid, M « Ralentissement de la croissance, chômage et inflation : les conséquences des augmentations de taxes », article, 22 avril 2017
9. International Exchange par l'intermédiaire de Haver Analytics Dernière observation : 2 août 2017, in Revue de la banque de Canada, automne 1017
10. La direction Générale des Impôts « la loi de finance pour 2017 un programme pluriannuel », Alger.
11. MEDACI. N, BELKACEM. D, « La conduite de la politique monétaire en Algérie : objectifs et efficacité des instruments » Algérie
12. OUKACI. K et SOUFI. N « Impact de la baisse des prix du pétrole sur l'économie Algérienne » Energy. ecosetif@gmail.com.
13. PIERRE. D, « choc et contre-choc pétrolier » octobre 2003.
14. Rapport de l'ONS, 2016.
15. Rapport de la banque d'Algérie « Evolution Economique et monétaire en Algérie », Juillet 2015.
16. Rapport de conjoncture économique et sociale, Alger novembre 2015.

Dictionnaire

1. CAPUL. J. V, « L'économie et les sciences sociales de A à z », Ed Hatier, Paris, 2005
2. Microsoft Encarta 2009

Liste des tableaux

Numéro de tableau	Désignation	N° pages
Tableau 01	Les formes de la monnaie	17
Tableau 02	Les préférences pour la liquidité	21
Tableau 03	Les quatre marchés dans la théorie économique néoclassique	36
Tableau 04	Evolution des recettes pétrolières de 1970 à 1997	50
Tableau 05	la production des hydrocarbures 2011/2015	53
Tableau 06	Les principaux secteurs d'industrie hors hydrocarbures	55
Tableau 07	Les facteurs explicatifs de choc pétrolier	58
Tableau 08	L'évolution du taux d'accroissement (%) en volume du PIB, la PIB et le PIB hors hydrocarbures.	63
Tableau 09	Compte courants (en pourcentage du PIB)	65
Tableau 10	Population active, emploi et chômage (2011 /2015)	66
Tableau 11	Finance public (pourcentage du PIB aux prix actuels)	68
Tableau 12	Les dettes extérieures	74
Tableau 13	Taux de constitution et rémunération des réserves obligatoires auprès de la banque d'Algérie	76

Liste des figures

Numéro de tableau	Désignation	N° pages
Figure 01	Le fonctionnement de la politique monétaire	24
Figure 02	Le « carrée magiques » de Nicholas Kaldor	26
Figure 03	l'équilibre sur le marché de la monnaie	35
Figure 04	La courbe IS	39
Figure 05	La courbe LM	40
Figure 06	La courbe IS/LM	41
Figure 07	La politique monétaire keynésienne dans le modèle IS/LM	42
Figure 08	La courbe de Phillips, Taux de chômage et variation des salaires nominaux	44
Figure 09	La courbe de Phillips : taux de chômage et l'inflation	45
Figure 10	Evolution du taux d'accroissement en volume (en %) de la production agricole sur la période 2007-2016.	54
Figure 11	Cours des matières premières	59
Figure 12	Cours du pétrole (Brent)	60
Figure 13	Évolution du taux de croissance réel du PIB et de la PIB(en%)	63
Figure 14	Évolution du taux de croissance réel du PIB et du PIB hors hydrocarbures	64
Figure 15	Évolution de l'inflation en moyenne annuelle	66
Figure 16	La croissance du PIB réel	79
Figure 17	Évolution du taux de change du dinar algérien en 2017	80
Figure 18	Évolution du taux d'inflation en Algérie de 2014 à 2019	80
Figure 19	Évolution du taux de chômage en Algérie de 2011 à 2018	81
Figure 20	L'évolution des dépenses (Mds DA)	82
Figure 21	L'évolution des recettes (Mds DA)	83

Liste des annexes

N° d'annexe	Désignation	N° de page
Annexe 01	Journal officiel de la république Algérienne N° 57	97

ANNEXES

LOIS

Loi n° 17-10 du 20 Moharram 1439 correspondant au 11 octobre 2017 complétant l'ordonnance n° 03-11 du 27 Joumada Ethania 1424 correspondant au 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit.

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment ses articles 136, 138, 140-14 et 144 ;

Vu l'ordonnance n° 03-11 du 27 Joumada Ethania 1424 correspondant au 26 août 2003, modifiée et complétée, relative à la monnaie et au crédit ;

Après avis du Conseil d'Etat,

Après adoption par le Parlement,

Promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er. — Les dispositions de l'ordonnance n° 03-11 du 27 Joumada Ethania 1424 correspondant au 26 août 2003, modifiée et complétée, relative à la monnaie et au crédit, sont complétées par l'article 45 bis rédigé comme suit :

« Art. 45 bis. — Nonobstant toute disposition contraire, la Banque d'Algérie procède, dès l'entrée en vigueur de la présente disposition, à titre exceptionnel et durant une période de cinq (5) années, à l'achat directement auprès du Trésor, de titres émis par celui-ci, à l'effet de participer, notamment :

- à la couverture des besoins de financement du Trésor ;
- au financement de la dette publique interne ;
- au financement du Fonds National d'Investissement (FNI).

Ce dispositif est mis en œuvre pour accompagner la réalisation d'un programme de réformes structurelles économiques et budgétaires devant aboutir, au plus tard, à l'issue de la période susvisée, notamment, au rétablissement :

- des équilibres de la trésorerie de l'Etat ;
- de l'équilibre de la balance des paiements.

Un mécanisme de suivi de la mise en œuvre de cette disposition, par le Trésor et la Banque d'Algérie, est défini par voie réglementaire ».

Art. 2. — La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 20 Moharram 1439 correspondant au 11 octobre 2017.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIÈRES

Remerciement	
Dédicaces	
Sommaire	
Liste des abréviations	
Introduction générale.....	08
Chapitre 01 : la monnaie et la politique monétaire.....	12
Introduction.....	13
Section 01 : la monnaie : origine, formes et instruments.....	14
1. Essai de définition de la monnaie.....	14
2. Origine et histoire de la monnaie.....	14
3. Les fonctions de la monnaie.....	18
3.1. La monnaie unité de compte.....	18
3.2. La monnaie intermédiaire des échanges.....	18
3.3. La monnaie réserve de valeur	18
4. Les conceptions théoriques de la monnaie.....	19
4.1. La conception classique de la monnaie.....	19
4.2. La conception néoclassique de la monnaie.....	19
4.3. La conception Keynésienne de la monnaie.....	20
4.4. la conception monétariste de la monnaie.....	22
Section02 : la politique monétaire : objectifs et instruments	23
1. La politique monétaire :	23
2. Les objectifs de la politique monétaire	25
2.1. Les objectifs finaux.....	25
2.1.1. La croissance.....	26
2.1.2. Le plein emploi des ressources.....	27
2.1.3. Stabilité des prix ou faible inflation.....	27
2.1.4. Équilibre extérieure.....	27
2.2. Les objectifs intermédiaires.....	28
2.2.1. Les objectifs quantitatifs.....	28
2.2.2. Objectifs des taux d'intérêt.....	29
2.2.3. Objectifs de taux de change.....	29

3. Les instruments de la politique monétaire	30
3.1. Action sur la liquidité bancaire	30
3.1.1. Le réescompte.....	30
3.1.2. L'open market.....	31
3.1.3. Les réserves obligatoires.....	31
3.2. L'encadrement du crédit.....	31
3.3. L'action sur les taux de change.....	32
3.3.1. Intervention sur les marchés de changes.....	32
3.3.2. Contrôle de change.....	33
3.3.3. Les modifications des parités.....	33
Section 03. Les fondements théoriques de la politique monétaire.....	34
1. Les fondements théoriques de la politique monétaire chez les classiques.....	34
1.1. L'influence de la politique monétaire sur le secteur monétaire.....	34
1.2. L'influence de la politique monétaire sur le secteur réel.....	35
1.3. Le modèle d'équilibre classique et l'effet d'une politique monétaire.....	36
2. Les fondements théoriques de la politique monétaire chez les Keynésiens.....	37
2.1. La critique Keynésienne du modèle classique.....	37
2.2. Le mécanisme de la politique monétaire Keynésienne.....	38
2.3. La formalisation de la politique monétaire Keynésienne dans le modèle IS/LIM.....	39
2.3.1. Présentation du modèle IS/LM.....	39
2.3.2. L'équilibre sur le marché des biens et services (IS).....	39
2.3.3. L'équilibre sur le marché de la monnaie (LM).....	40
2.3.4. L'équilibre sur les marchés des biens et services et de la monnaie (IS/LM).....	41
2.4. La politique monétaire Keynésienne dans le modèle IS/LM.....	41
2.5. La remise en cause de la politique monétaire Keynésienne	42
3. La politique monétaire chez les monétaristes.....	43
3.1. La critique de la politique monétaire Keynésienne chez les monétaristes.....	43
3.1.1. L'origine de la courbe de Phillips.....	43
3.1.2. La relation chômage/inflation.....	44
Conclusion	46

Chapitre 02 : L'économie Algérienne : dépendance à la rente pétrolière et vulnérabilités.....	47
Introduction.....	48
Section 01 : Caractéristique macroéconomique de l'économie Algérienne.....	49
1. L'évolution de l'économie Algérienne	49
1.1. L'économie planifiée.....	49
1.2. Echec de l'économie planifiée.....	50
1.3. Plan d'ajustement structurel et l'ouverture sur l'économie de marché	51
2. Les principaux secteurs d'activité économique en Algérie	52
2.1. Les hydrocarbures.....	52
2.2. L'agriculture.....	53
2.3. L'industrie.....	55
2.4. Les services marchands et non marchands.....	56
3. Les vulnérabilités de l'économie Algérienne.....	56
Section 02 : L'impact de la crise pétrolière actuelle sur l'économie Algérienne.....	58
1. Choc et contre choc pétrolier	58
1.1. Choc pétrolier causes et conséquences.....	58
1.2. Contre choc pétrolier.....	59
2. La récente chute des prix du pétrole.....	59
2.1. Les causes de la baisse de prix du pétrole.....	60
2.1.1. Ralentissement de l'économie chinoise.....	60
2.1.2. La hausse de la production de pétrole non conventionnel.....	61
2.1.3. Décisions stratégiques de l'OPEP.....	61
2.1.4. Le retour de l'Iran sur le marché pétrolier.....	61
2.2. Les conséquences de la baisse des prix de pétrole.....	61
3. L'impact de la récente baisse des prix de pétrole sur l'économie Algérienne.....	62
3.1. La croissance économique.....	62
3.2. Une dégradation des comptes externes.....	64
3.3. inflation.....	65
3.4. Le chômage.....	66
3.5. Les dépenses et les recettes publiques.....	67
Conclusion.....	69

Chapitre 03 : Essai d’analyse de l’efficacité de la politique monétaire algérienne : cas de la période 2014 à nos jours	70
Introduction.....	71
Section 01: Mise en perspective historique de la politique monétaire algérienne.....	72
1. La politique monétaire durant la période de planification centralisé (1962-1990).....	72
1.1. Objectifs et instruments de la politique monétaire durant la période 1962-1990.....	72
2. La Politique monétaire durant la période de transition vers l’économie de marché (1990-2000).....	73
2.1. La politique monétaire et la loi sur la monnaie et le crédit.....	73
2.1.1. Objectifs et instruments de la politique monétaire selon la loi sur la monnaie et le crédit....	74
2.2. La politique monétaire durant le plan d’ajustement structurel	74
3. La politique monétaire durant la période de l’économie de marché.....	75
4. La politique monétaire après le contre choc pétrolière de 2014.....	76
Section 02. La politique monétaire non conventionnelle et la loi de finance 2017.....	77
1. La politique monétaire non conventionnelle : la planche à billets.....	77
1.1. La planche à billets.....	77
1.2. Les avantages de la politique monétaire non conventionnelle.....	78
1.3. Les effets négatifs de la politique monétaire non conventionnelle.....	79
1.3.1. La dévaluation du dinar	79
1.3.2. L’inflation	80
1.3.3. le chômage	81
2. La loi de finance 2017.....	82
2.1. Les prévisions de dépenses pour l’année 2017.....	82
2.2. Les prévisions des recettes pour l’année 2017.....	82
Conclusion.....	85
Conclusion générale.....	87
Bibliographie.....	90
Liste des tableaux.....	93
Liste des figures.....	94
Liste des annexes.....	95
Annexe.....	97
Tables des matières.....	99

Résumé :

La dépendance de l'Algérie vis-à-vis de la rente pétrolière la rend extrêmement vulnérable, chose qui explique la crise économique actuelle qui a creusé un déficit au niveau du budget et de la balance des paiements de l'Etat algérien. L'intervention de ce dernier devient dès lors nécessaire afin de gérer cette situation de crise, notamment en usant et pour la première fois de son histoire, d'une politique monétaire non-conventionnelle. Notre objectif repose ainsi sur la compréhension des principaux instruments mis en œuvre par la politique monétaire en Algérie, ainsi que leur répercussions sur l'économie nationale. Nous nous proposons en l'occurrence d'analyser la problématique suivante : Quelle est le rôle de la politique monétaire dans la gestion de la crise actuelle en Algérie ?

Pour ce faire, nous avons eu recours à l'analyse de la littérature relevant de la politique monétaire et son évolution au cours des siècles. Nous avons également analysé notre sujet d'un point de vue empirique en consultant et en interprétant les données relatives aux caractéristiques macroéconomiques de l'Algérie ainsi qu'à l'impact de l'évolution des prix du pétrole sur l'activité économique. Enfin, nous avons essayé de retracer, grâce à des données statistiques, les effets positifs et négatifs de la politique monétaire sur les agrégats macroéconomiques afin de juger de son efficacité ou pas dans la gestion de la crise.

Mots clés : monnaie, politique monétaire, Algérie, crise, les hydrocarbures.

Abstract :

Algeria's dependence on the oil rent makes it extremely vulnerable, which explains the current economic crisis. The intervention of the state becomes necessary in order to manage this crisis situation, notably by using, for the first time in its history, an unconventional monetary policy. Our objective is based on an understanding of the main instruments implemented by monetary policy in Algeria, as well as their repercussions on the national economy. Then we propose to analyze the following problematic: What is the role of monetary policy in managing the current crisis in Algeria?

To do this, we analyzed the literature on monetary policy and its evolution over the centuries. We analyzed our subject empirically by consulting and interpreting data on the macroeconomic characteristics of Algeria as well as the impact of the evolution of oil prices on economic activity. Finally, we have tried to trace, through statistical data, the positive and negative effects of monetary policy on macroeconomic aggregates in order to judge whether or not it is effective in managing the crisis.

Key words: currency, monetary policy, Algeria, crisis, hydrocarbons.